

Entrée en vigueur au 01/03/2024

ART. 1 – Champ d'application et objet

Les présentes Conditions Générales de Vente (ci-après « C.G.V. ») s'appliquent, sans restriction ni réserve, à l'ensemble des ventes de Produits (ci-après « les Produits ») et Services (ci-après « les Services ») proposés par la société EUROPAX S.A. (ci-après « EUROPAX »), dont le siège social est établi à L-1946 Luxembourg, 1, rue Louvigny, au Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés (RCS) de Luxembourg sous le numéro B 280 118, sur son site internet accessible à l'adresse URL <https://www.europax.lu/>

Les C.G.V. ont pour objet de définir les relations contractuelles entre la Société et toute personne physique ou morale, professionnelle, (le ou les « Client(s) » ou le ou les « Candidat(s) Exposant(s) ») passant commande des Produits et Services qu'elle commercialise après demande préalable de demande d'admission à l'adresse URL <https://www.euocityexpo.eu/>, (le « Site »),

ou par e-mail à l'adresse contact@europax.lu.

La Société et le Client sont désignés ci-après « les Parties » ou « une Partie » pour les besoins des présentes.

Les Conditions Générales de Vente applicables et opposables sont celles en vigueur sur le Site au moment de la validation effective par le Client du devis/commande.

La Société se réserve la faculté de modifier ses Conditions Générales de Vente à tout moment sans

information préalable du Client.

Ces Conditions Générales de Vente prévalent sur toutes autres conditions figurant dans tout autre document, sauf dérogation préalable, expresse et écrite de la Société.

ART. 2 – Acceptation des Conditions Générales de Ventes

Toute validation ou signature du bon de commande en ligne, sur l'espace exposant, est conditionnée par la prise de connaissance et l'acceptation préalables des C.G.V. en vigueur mentionnées sur le Site. Le Candidat-Exposant reconnaît en avoir pris connaissance, les avoir comprises et intégralement acceptées en parfaite connaissance de cause.

Les C.G.V. applicables figurent sur le Site internet de la Société. En acceptant ainsi les C.G.V., le Candidat-Exposant certifie et atteste :

- (i) Soit être une personne physique majeure âgée de 18 ans révolus ou émancipée ayant pleine capacité de demander un devis et commander via le Site ou par téléphone ;
- (ii) Soit, pour les personnes physiques âgées de moins de 18 ans et non-émancipées, être dûment autorisé par ses représentants légaux à demander un devis et commander via le Site ou par téléphone ;
- (iii) Soit, pour les personnes morales, être une personne dûment autorisée et

compétente pour engager la société, respectivement dûment autorisée / mandatée par les représentants légaux de la société à demander un devis et commander via le Site ou par téléphone ;

Art. 3 - Les produits et services

La Société propose des emplacements d'exposition ainsi que des services accessoires à ces derniers au sein de salons.

La liste et les caractéristiques essentielles des Produits et Services proposés figurant sur le Site sont susceptibles d'être modifiées et adaptées à tout moment pour mieux répondre aux attentes des Clients.

Les photographies et descriptifs servant à illustrer les Produits et Services du Site sont fournis à titre indicatifs et ne rentrent pas dans le champ contractuel. Les descriptifs destinés à présenter au Client les caractéristiques essentielles des Produits et Services ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité de la Société.

Les Produits et les Services proposés sur le Site sont conformes à la législation luxembourgeoise.

Art. 4 – Demande d'admission

4.1. Dispositions préalables avant la validation de la demande d'admission

Avant de valider la demande d'admission le Candidat-Exposant garantit la véracité et l'exactitude des informations fournies par ses soins, ainsi que tous les justificatifs respectifs.

Toute demande de participation à un Salon émanant d'un Candidat-Exposant doit

être adressée à la Société en remplissant le formulaire de Demande d'Admission prévu à cet effet ou par e-mail à l'adresse de contact susmentionnée.

A peine de nullité, la Demande d'Admission doit être remplie dans son intégralité, de manière sincère et honnête, et doit être signée par un Représentant dûment mandaté du Candidat-Exposant.

Le Candidat-Exposant réceptionnera une réponse automatique indiquant que sa demande d'admission a bien été réceptionnée / est en cours de traitement.

4.2. Validation de la demande d'admission

La Demande d'Admission introduite par un Candidat-Exposant fait l'objet d'une procédure d'évaluation et de sélection, organisée par la Société, qui peut choisir de se faire aider par un « Comité de Sélection » dont elle détermine librement la composition.

Pour aider la Société, le cas échéant assisté par le Comité de Sélection, dans l'appréciation du stand proposé par le Candidat-Exposant, un plan dudit stand ainsi qu'un cahier des charges quant à la décoration doivent être soumis par le Candidat-Exposant à la Société.

La Société, le cas échéant assisté par le Comité de Sélection, peut librement, à sa seule discrétion, accepter ou refuser la Demande d'Admission, sans être tenu de justifier sa décision.

La réception par la Société de la Demande d'Admission ne peut en aucun cas être considérée comme une quelconque acceptation de ladite Demande d'Admission de la part de la Société. Aucune Demande d'Admission n'est prise

en considération si elle émane d'un Candidat Exposant qui est ou a été en défaut de respecter une ou plusieurs des obligations nées à l'égard de la Société, quelle qu'en soit la nature et/ou l'importance.

La durée de la procédure visée ci-dessus peut varier d'un salon à l'autre et d'un Candidat-Exposant à l'autre et la Société n'est tenue par aucun délai dans le déroulement de cette procédure.

La réponse donnée par la Société à la demande d'admission sera transmise par courriel au Candidat-Exposant.

Plusieurs exposants peuvent être autorisés à réaliser une présentation d'ensemble, à condition que chacun d'eux ait obtenu au préalable l'agrément de la Société et ait conclu un contrat de Participation individuellement.

4.3. Disponibilité des Produits et Services

Par principe, les offres des Produits et Services s'entendent dans la limite des stocks disponibles. Les indications sur la disponibilité deviennent définitives lors de la validation du bon de commande sur l'espace exposant.

4.4. Validation de la commande

Les commandes sont fermes et engagent le Client dès la signature du bon de commande par le Client présumé être habilité ou avoir pouvoir de contracter. Aucune annulation ou modification d'une commande devenue ferme du fait de la signature du bon de commande par le Client Professionnel n'est opposable à la Société.

L'Acceptation est soumise à la condition résolutoire expresse, au

profit de la Société, du bon paiement de l'ensemble des factures émises.

Art. 5 – Prix

Sauf conditions particulières ou accord librement négocié entre la Société et le Client, les prix appliqués sont ceux à la date de la validation du bon de commande.

Les prix sont libellés en euros et calculés hors la TVA en vigueur applicable.

Les prix et les conditions de fourniture des Produits et Services sont susceptibles de varier, notamment en fonction du coût de la main d'œuvre et/ou des matières premières, à tout moment et dans tous les cas où une telle mesure est jugée nécessaire ou utile pour une meilleure organisation du Salon.

Les éventuels modifications ou amendements aux Conditions Tarifaires sont communiqués aux Clients, Exposants ou non, par tous moyens généralement quelconques.

Toute personne désireuse d'exposer est tenue de s'acquitter, dès la validation du bon de commande des frais administratifs d'inscription, ci-après appelés « Pack d'inscription », cette exigence étant applicable de manière égale tant aux exposants principaux qu'aux co-exposants.

Les frais du Pack d'inscription s'élèvent à un montant total hors TVA de 375,00 EUR (trois cent soixante-quinze euros) et incluent :

La page personnalisée, L'accès en ligne à l'espace Exposant, 2 badges exposants / 9m², La présence dans le catalogue du salon, 1 invitation secteur public et 1 invitation secteur privé / m².

5.1. Modalités de paiement

Par la signature du bon de commande par le Client, et sous réserve de validation par la Société, le Client d'engage à s'exécuter de ses obligations de paiement établies comme suit.

Signature avant le 1er septembre 2024 :

a. Réservation : 30% du montant de la surface choisie dans les 7 jours calendaires suivant la validation des 2 parties.
b. 30% supplémentaires dans les 60 jours calendaires après le paiement du 1er acompte.

c. Finalisation : solde 40 % avant le 1er décembre 2024

Signature après le 30 septembre 2024 ; le prix au m² est majoré de 10 % :

a. Réservation : 50% du montant de la surface choisie dans les 7 jours calendaires suivant la validation des 2 parties.
b. Finalisation : 50 % restant avant le 1er décembre 2024

Si la commande est validée moins de 7 jours calendaires avant le 1er décembre 2024, l'exposant doit payer l'intégralité du montant avant le 1er décembre 2024.

Un paiement intégral immédiat, le jour de la validation de la commande, est exigé pour les commandes passées après le 1er décembre 2024.

5.2. Règlement

Les factures sont payables uniquement par virement bancaire. Les paiements par chèques ou en numéraire ne sont pas acceptés.

Avant l'ouverture du salon, et pendant le montage, le solde et les suppléments pourront être réglés par carte bancaire. Cependant, la Société se garde le droit de refuser l'utilisation de certaines cartes de crédit. L'ensemble des frais liés au(x) moyen(s) de paiement utilisé(s) par un Client sont

intégralement à sa charge.

5.3. Réclamations

Toute réclamation concernant une facture doit être faite endéans les huit jours de la date d'émission de ladite facture. Une telle réclamation n'affecte en rien l'obligation du Client de payer les autres factures exigibles au moment de la réclamation ou postérieurement à celle-ci et ne lui accorde aucun droit à suspendre un paiement quelconque dû à la Société ni à suspendre une autre obligation quelconque vis-à-vis de cette dernière.

5.4. Cas du client non-exposant

Toute facture émise par la Société à un Client non-exposant est payable dans un délai de 30 jour calendaire à compter de sa date d'émission, sauf convention écrite contraire.

5.5. Remboursement

En cas d'annulation pure et simple du Salon, l'Exposant aura droit au remboursement des montants déjà payés pour la location de son Emplacement

Art. 6 – Retard de paiement

En cas de retard de paiement, total ou partiel à l'échéance, outre l'application de droit de l'intérêt légal applicable aux transactions entre commerçants, à la date de la commande, il est dû, en cas de vente des Produits et Services conclue entre Professionnels, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40,00.-€ (quarante euros), ainsi que, le cas échéant, une indemnisation pour les frais de recouvrement dépassant le montant forfaitaire précité tels que les frais d'avocat ou le recours à une

société de recouvrement, sans préjudice du droit, pour la Société, de résilier la participation au Salon d'un Exposant défaillant, aux torts de celui-ci.

ART. 7 – Renoncement à la participation du salon

Les Exposants sont conscients que leur participation pleine et entière au Salon est un élément clé du succès du Salon.

Après Acceptation, la participation d'un Exposant fait partie intégrante de l'organisation et de la planification du Salon. Tout changement décidé par l'Exposant implique des

conséquences importantes et irréversibles, en fonction de la proximité de la date d'ouverture du Salon, vu notamment l'imbrication des stands. L'exposant peut renoncer au contrat via courrier recommandé A/R avec une possibilité de remboursement des montants déjà réglés, hors pack d'inscription, sous les conditions suivantes :

- a. 100% des montants versés si la renonciation intervient avant le 1er mai 2024 OBSOLETE
- b. 75% des montants versés si la renonciation intervient avant le 1er juillet 2024
- c. 50% des montants versés si la renonciation intervient avant le 1er septembre 2024
- d. 25% des montants versés si la renonciation intervient avant le 1er novembre 2024

ART. 8 – Demande de réduction de surface

L'exposant peut réduire la surface définie lors de l'établissement du Contrat selon les conditions suivantes :

- a. Adaptation du prix à la surface,
- b. Remboursement de l'excédent par la Société,
- c. Après le 1er septembre, une

pénalité de 30% s'appliquera, d. Après le 1er décembre, aucun excédent ne sera remboursé par la Société.

Le droit de demander une réduction de l'Emplacement est exercé par notification écrite envoyée par recommandé à la Société, la date de la poste faisant foi, le tout à peine de nullité.

Pour les montants visés, la Société établira (selon la facturation déjà faite antérieurement) soit une note de crédit soit une facture additionnelle, cette dernière étant payable par l'Exposant au grand comptant.

ART. 9 – Attribution d'un emplacement, prise de possession de celui-ci

Le Contrat confère à l'Exposant l'attribution d'un emplacement provisoire lors du (des) salon(s) faisant l'objet du Contrat et donne lieu à l'établissement d'une facture payable. L'attribution d'un emplacement définitif est expressément conditionnée au paiement intégral de la facture au plus tard le 1er décembre. À défaut de paiement dans ce délai, la Société est libérée de ses obligations reprises dans le Contrat.

Pendant toute la durée du Salon, tout Exposant fait élection de domicile à l'adresse de son Emplacement.

La Société détermine librement le mode d'attribution des Emplacements et leur attribution aux Exposants. Il n'est pas attribué, à un même Exposant et pour un même produit ou service, plus d'un Emplacement, sauf pour l'attribution d'un espace en zone de démonstration et circonstances exceptionnelles dont la Société est seul juge. La participation à des éditions antérieures

d'un salon ou à d'autres salons organisés par la Société ne crée en faveur de l'Exposant aucun droit à un Emplacement déterminé.

La Société se réserve le droit de modifier, toutes les fois qu'elle le jugera utile pour l'organisation générale du Salon, l'importance et la disposition des Emplacements attribués et, de manière générale, le plan du Salon, et ce compris le choix des espaces (e.a. les halls) où le Salon est localisé.

En aucun cas, l'usage, par la Société, de la faculté qui lui est reconnue au présent article ne peut donner lieu à un quelconque dédommagement en faveur de l'Exposant et/ou, de manière générale, du Client.

L'Exposant qui conteste l'Emplacement qui lui est attribué par la Société doit, à peine de nullité, notifier ses éventuelles objections, dûment motivées, dans un courrier A/R adressé à la Société dans les huit jours calendaires à compter du jour où son Emplacement lui est communiqué. Après analyse des motivations avancées par l'Exposant, la Société prend sa décision définitive, le cas échéant motivée, et, dans tous les cas, non susceptible de contestation ultérieure par l'Exposant.

À défaut de contestation dans le délai imparti, l'Exposant est irrévocablement réputé avoir accepté l'Emplacement qui lui est attribué et avoir renoncé à toute contestation dudit Emplacement, quelles que soit la manière dont se déroule le Salon et les circonstances pouvant affecter celui-ci.

Si, au cours du processus d'examen des Demandes d'Admission et/ou d'attribution des Emplacements, une option est accordée à un Candidat-Exposant

ou à un Exposant pour un Emplacement déterminé, sauf si la Société l'indique différemment, par écrit et de manière explicite, ladite option a une durée de validité de 48 heures maximum. Après ce délai, de plein droit et sans notification préalable par la Société, l'Emplacement est considéré comme disponible et peut être attribué librement à un autre Exposant.

La prise de possession, par l'Exposant, de l'Emplacement et du stand qui lui sont attribués est subordonnée au paiement intégral du montant dû, y compris les éventuels intérêts, majorations et pénalités de retard.

Sauf autorisation écrite et préalable de la Société, un Exposant, dans le cadre de la prestation d'organisation qu'il a acquis, ne peut céder, sous-louer ou partager, à titre onéreux ou gratuit, tout ou partie de l'espace ou des services dont il dispose dans l'enceinte du Salon, sous peine de voir son stand/module fermé immédiatement. Lorsque le Contrat comporte l'accueil par l'Exposant Principal de Co-exposants, l'Exposant principal se porte-fort de leurs acceptations dudit Contrat de Participation.

En cas de défaillance de l'Exposant Principal d'obtenir de ses Co-exposants les acceptations figurant ci-dessus, l'Exposant principal devra rembourser à la Société, l'ensemble des sommes qu'il aurait exposées (amende, remboursement, indemnités transactionnelles, condamnations, frais de représentation et/ou de procédure...) du fait de cette absence d'acceptation par ses Co-exposants.

La prise de possession est également subordonnée à la

souscription d'une police d'assurance couvrant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en tant qu'exposant et, notamment, les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir à l'encontre de tout tiers y compris les sociétés propriétaire et gestionnaire des locaux dans lesquels se déroule le Salon, pendant toute la durée du Salon (montage et démontage compris). De plus, ladite assurance doit être valable tant sur la surface d'exposition que sur la partie démonstration (si celle-ci est présente). Cette assurance devra être souscrite auprès d'une société notoirement solvable et couvrir l'Exposant pour des montants suffisants. L'Exposant s'engage à communiquer cette police à la Société à première demande de celui-ci. En l'absence de justification, l'exposant se verra refuser l'accès à l'exposition et les frais ainsi que les acomptes versés seront considérés comme acquis à la Société. Aucune participation ne sera autorisée sans la souscription préalable à une assurance. Le cas échéant, l'Exposant devra s'assurer que ses Co-Exposants disposent des couvertures adéquates en responsabilité civile. L'Exposant sera tenu responsable de l'ensemble des dommages créés par ses Co-Exposants sur ou à l'occasion du Salon.

ART. 10 - Garanties

En cas de vente des Produits et Services conclue entre Professionnels, la garantie légale de conformité ne s'applique pas. Aucun document et/ou déclaration émanant de la Société ne peut être interprété comme une représentation ou une garantie relative

aux Clients du Salon, en particulier les exposants, ni quant à leur capacité financière, ni quant à la qualité des produits et services présentés au Salon, ni quant à la qualité des services ou produits qu'ils fournissent à leurs clients. De manière générale, un Client, qu'il soit Exposant ou non, renonce à tout recours contre la Société, lié à l'identité, le nombre ou encore le placement des exposants présents au Salon et/ou aux biens et services présentés par ceux-ci sur le Salon. De même, aucun document et/ou déclaration émanant de la Société ne peut être interprété comme une représentation ou garantie relative aux visiteurs du Salon ni quant à la nature de ceux-ci ni leur nombre. De manière générale, un Client, qu'il soit Exposant ou non, renonce à tout recours contre la Société, lié à l'identité et le nombre des visiteurs présents au Salon.

ART. 11 - Responsabilité

Sauf dispositions d'ordre public contraires, la Société ne sera pas responsable de la survenance de tout dommage de quelque nature qu'il soit résultant directement ou indirectement de l'utilisation ou de l'impossibilité d'utilisation des Produits ou des Services. La Société ne sera également pas tenue responsable des biens se trouvant sur les emplacements. Les Exposants ont la faculté de faire surveiller à leurs frais leur stand individuellement par des agents de sécurité dont la Société aura autorisé l'accès.

ART. 12 – Usages et destinations des produits

Tout usage inapproprié ou contraire aux préconisations, figurant

notamment au mode d'emploi, est aux risques et périls du Client et ne saurait engager la responsabilité de la Société ni donner lieu à une indemnisation quelconque. L'Exposant s'engage expressément à maintenir aménagé le stand/module faisant l'objet du Contrat pendant toute la durée du (des) salon(s) concerné(s), et à l'occuper afin de recevoir le public durant les heures d'ouvertures, sous peine de voir son stand/module attribué à un autre Exposant par la Société, sans quelconque possibilité d'indemnisation. L'intégralité des montants facturés demeurera due. L'Exposant veille à ce que les matériaux normalement inflammables soient soigneusement ignifugés, à ce que la décoration du stand/module reste en harmonie générale avec la décoration du (des) salon(s) concerné(s), et à ce que le stand/module faisant l'objet du contrat se trouve toujours dans un état impeccable (éléments inutiles à la présentation au public doivent être à l'abri des regards des visiteurs). Toutes les précautions nécessaires doivent être prises par l'Exposant afin de garantir la sécurité des biens et des personnes. Sous peine de fermeture immédiate du stand/module sans préavis ni indemnité, durant le Salon il est interdit à l'Exposant de : 1° de procéder à la distribution de publicités, flyers, ou toute autre forme d'information sur un quelconque support, à l'extérieur du stand/module faisant l'objet du Contrat; 2° de réaliser toute publicité, quelle qu'en soit la forme, de nature à incommoder les

autres Exposants et/ou le public ; 3° de placer des objets en saillie, de peindre ou de coller des affiches sur la face extérieure du stand/module faisant l'objet du Contrat et sur les éléments de l'infrastructure générale (mûrs du bâtiment, colonnes, balustrades, portes, etc...) ; 4° de détériorer de quelque façon que ce soit le matériel mis à disposition de l'Exposant conformément au Contrat (en compris, notamment mais pas exclusivement, les dégâts aux parois du stand/module par l'application de punaises, vis ou autres) ; 5° d'exposer par quelque moyen ou procédé que ce soit (notamment projection, diffusion, affichage...) des œuvres quelle qu'en soit la forme (musique, vidéo, peinture...) soumises au droit d'auteur et droits voisins visés au Titre 5 du Livre XI du Code de droit économique, sauf si l'Exposant fournit à EURO PAX les documents permettant d'établir qu'il a l'autorisation de faire usage de ces œuvres et que cette utilisation est conforme à cette autorisation. 6° L'exposant est tenu de respecter les règles de décence sonore et de modération musicale afin de ne pas perturber les stands adjacents. L'événement doit se dérouler dans le respect mutuel de tous les participants.

ART. 13 – Résiliation pour inexécution, faute grave, faillite ou liquidation ou redressement judiciaire

Le contrat sera suspendu ou annulé de plein droit, et sans indemnisation d'aucune sorte, en cas d'inexécution par l'une des Parties de ses obligations contractuelles, après mise en demeure par

lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant plus de trente (30) jours.

La résiliation sera immédiate en cas de faute grave de la part du Client, susceptible de porter atteinte à l'activité de la Société, à l'image ou à l'organisation de son réseau. Elle est notifiée au Client par e-mail et lettre recommandée avec accusé de réception. La Société se réserve tous droits à cet égard.

Le contrat pourra également être résilié en cas de faillite, liquidation ou de redressement judiciaire du Client, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

ART. 14 – Force majeure

Aucune Partie ne pourra être tenue responsable d'un retard ou d'une défaillance dans l'exécution de ses obligations contractuelles en raison d'un événement échappant à son contrôle, qui ne pouvait pas être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et dont les effets ne pouvaient être évités par des mesures appropriées.

Pour les besoins des présentes C.G.V., la force majeure est définie comme un événement à caractère insurmontable et irrésistible, résultant d'un fait extérieur à la maîtrise des Parties, tel qu'un événement ou une série d'événements de nature climatique, pandémique, bactériologique, militaire, politique ou diplomatique etc.

À titre d'exemple, constituent notamment des événements de force majeure, sans que cette liste soit exhaustive, des phénomènes naturels tels que les tornades, inondations, tremblements de terre ;

la propagation d'une épidémie ou d'une pandémie ; le maintien partiel ou total d'un confinement ou de l'état d'urgence sanitaire ; l'utilisation par un État ou un groupe terroriste d'armes de toute nature perturbant la continuité des relations commerciales ; des mouvements sociaux d'ampleur nationale ; ou encore la décision d'un Gouvernement, avec la participation ou non de ses alliés, de mettre en place un blocus maritime, aérien et/ou terrestre etc.

Les événements ci-dessus pouvant avoir lieu sur tout territoire sur lequel l'exécution du contrat aurait lieu.

Chaque Partie devra informer l'autre, sans délai par e-mail avec accusé de réception et par téléphone de la survenance d'un tel événement, dès lors qu'il est susceptible de compromettre l'exécution de ses obligations contractuelles.

Dans l'hypothèse où l'événement de force majeure rendrait l'exécution de ses obligations impossible pour l'une des Parties, le contrat conclu sera suspendu jusqu'à disparition, extinction ou cessation de l'événement. S'il perdure au-delà d'un délai de trente (30) jours, les Parties devront se rapprocher afin de discuter d'une éventuelle modification du contrat. Les échéances prévues par le contrat seront automatiquement reportées en fonction de la durée du cas de force majeure. A défaut d'accord dans un délai de trente (30) jours de la survenance de l'événement de Force majeure, le contrat sera résolu de plein droit.

ART. 15 – Imprévision

Lorsqu'une Partie prouve, que l'exécution de ses obligations contractuelles est

devenue excessivement onéreuse en raison d'un événement indépendant de sa volonté et dont elle ne pouvait raisonnablement attendre qu'il soit pris en compte au moment de la conclusion du présent contrat, et qu'elle ne pouvait raisonnablement éviter ou surmonter ledit événement ou ses conséquences, ladite Partie peut demander à l'autre Partie une renégociation du contrat par e-mail avec accusé de réception à l'adresse (contact@europaxx.lu) s'agissant du Client et à l'adresse e-mail du Client avec accusé de réception de la Société, e-mail respectivement doublé pour chaque Partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

En l'espèce, les Parties reconnaissent que les tarifs ont été établis en tenant compte de la situation économique actuelle et de toutes les contraintes, financières comme logistiques connues à la date de la signature du bon de commande, liées au Covid-19, au conflit entre l'Ukraine et la Russie et au conflit Israélo-Palestinien. Ainsi, tout événement nouveau, y compris tout événement nouveau lié au Covid-19, et aux conflits entre l'Ukraine et la Russie, et l'Israël et la Palestine, venant affecter les tarifs remplira les conditions prévues au présent article.

Dans cette hypothèse, les Parties s'engagent à organiser une tentative préalable et obligatoire de conciliation d'une durée maximale de 8 (huit) jours, s'interdisant tout refus de renégociation, dès le lendemain de la notification par la Partie concernée de la survenance de l'événement rendant l'exécution de ses

obligations contractuelles excessivement onéreuse au sens du présent article. Cette conciliation suspend le délai de prescription mais non l'exécution du contrat auxquelles les Parties demeurent tenues pendant toute la durée de la conciliation.

Toute saisine du juge en violation de cette clause de conciliation est constitutive d'une fin de non-recevoir rendant l'action irrecevable.

En cas de succès de la renégociation, les Parties établiront et signeront sans délai un bon de commande modificatif formalisant le résultat de cette renégociation.

En cas de conciliation infructueuse et à défaut d'accord des Parties pour saisir le juge d'un commun accord dans un délai de deux (2) jours à compter de la constatation de ce désaccord, la Partie la plus diligente pourra saisir le juge d'une demande de révision ou de résolution du présent contrat.

En tout état de cause, si le changement de circonstances imprévisibles lors de la conclusion du contrat était définitif ou perdurait au-delà de quinze (15) jours à compter de la notification de l'événement ou des circonstances rendant l'exécution du contrat excessivement onéreuse au sens du présent article, et si un juge n'a pas déjà été saisi par l'une ou l'autre des Parties, le contrat sera purement et simplement résolu après l'envoi d'un e-mail et d'une mise en demeure déclarant l'intention d'appliquer la présente clause notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

ART. 16 – Résiliation sans faute

La Société se réserve le droit de résilier le

contrat conclu en envoyant au Client un courrier recommandé avec accusé de réception et/ou un e-mail avec accusé de réception en cas de prise de mesures gouvernementales de fermetures ou de restrictions d'activités, ou pour raisons sanitaires.

Toute résiliation par le Client d'une commande ou d'un contrat, en dehors des clauses prévues à cet effet, donnera lieu à des dommages et intérêts.

ART. 17 – Règlement des différends

Sous peine d'irrecevabilité, et sans préjudice des dispositions éventuellement plus strictes prévues dans les C.G.V., toute réclamation d'un Client à l'encontre de la Société doit impérativement, sous peine de nullité, lui être adressée par lettre recommandée, au plus tard dans les deux jours qui suivent la constatation du/des fait(s) donnant lieu à ladite réclamation et, dans tous les cas, au plus tard, deux semaines après le jour de fermeture du Salon. La Société et le Client conviennent de mettre en œuvre leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable à tout différend, controverse ou réclamation relative à la validité, l'interprétation, l'exécution ou la résolution du contrat conclu, leurs conséquences et leurs suites.

À défaut de conciliation dans un délai d'un (1) mois à compter de sa survenance, le différend pourra être porté devant les Tribunaux compétents.

ART. 18 – Clause pénale

Toute violation de l'une des dispositions des conditions générales ou des règles énoncées au

sein de (lister documents), quelle qu'en soit la nature ou quelles que soient les circonstances, donnera lieu, de plein droit et sans mise en demeure préalable, au paiement par le Client d'une indemnité fixée au montant forfaitaire de 6.000,00. -€ (six mille euros) par infraction, sans préjudice du droit pour la Société de réclamer une indemnisation complémentaire en relation avec le dommage subi.

ART. 19 – Droit de propriété intellectuelle

Les informations et données contenues dans tout document ou support d'information établi par la Société demeureront la propriété exclusive de la Société, de même que tous les droits de propriété intellectuelle qui y sont associés.

Aucune clause des présentes C.G.V. ou des autres documents contractuels conclus avec le Client ne pourra être considérée comme impliquant un transfert ou une cession d'un droit de propriété intellectuelle de la Société au Client. Aucun droit, titre ou intérêt relatif ou lié aux photos, illustrations, textes, noms, marques ou autres droits de propriété intellectuelle relatifs aux Produits n'est transféré au Client par les présentes C.G.V. Le Client s'interdit de reproduire ou de faire reproduire en totalité ou en partie, les photos, illustrations, textes, marques, dessins ou tout autre droit de propriété intellectuelle dont la Société est titulaire, sous peine de poursuites.

La Société se réserve le droit de s'opposer, de faire cesser ou de demander réparation de toute utilisation de ses droits de propriété intellectuelle qu'elle jugerait contrefaisante, contraire à son image ou plus généralement

faite en fraude à ses droits.

ART. 20 – Protection des données à caractère personnel

La Société est susceptible de collecter des données à caractère personnel (ci-après les « Données ») dans le cadre de la commande.

Ces Données seront traitées conformément aux finalités prévues lors de la collecte et en parfaite conformité avec le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et avec la Loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679.

En adhérant aux présentes C.G.V., le Client consentira à ce que la Société conserve et traite les Données pour la réalisation du contrat de vente. Elles seront conservées durant toute la durée nécessaire à la bonne exécution de la commande.

Dans ce contexte, la Société a adopté une [Politique de confidentialité](#).

La Société s'engage à respecter et à faire respecter par ses préposés et ses mandataires les principes repris dans sa Politique de confidentialité s'agissant des Données à caractère personnel qu'elle serait amenée à traiter. Toute question concernant l'enregistrement et les données du Client peuvent être adressées par e-mail à l'adresse (contact@europax.lu).

La Société conserve, pour la durée légale, tous les échanges d'informations électroniques relatifs aux opérations de vente avec le Client.

Les Données font foi entre le Client et la Société, et seront

considérées comme preuves des communications entre le Client et la Société.

Les Données constituent une preuve littérale au sens de l'article 1341 du Code civil et ont la même force probante qu'un document qui serait établi, reçu ou conservé par écrit sur support papier.

Par conséquent, les Données pourront être valablement produites comme moyens de preuve et être opposées au Client dans le cadre de toute réclamation ou action en justice avec la même force probante que tout document qui serait établi, reçu ou conservé par écrit sur support papier, ce que le Client reconnaît expressément.

Le Client s'engage à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante des Données en raison de leur nature électronique.

ART. 21 – Intégrité du contrat

La nullité d'une clause préserve l'intégrité du reste du contrat ainsi que des présentes CGV.

ART. 22 - Recours

Le défaut ou le retard de la Société à se prévaloir d'un droit et/ou d'un recours découlant des Conditions Générales ne peut en aucun cas être considéré comme constituant une renonciation à ce droit ou recours, ou à tout autre droit ou recours dont elle pourrait se prévaloir en vertu des Conditions Générales.

ART. 23 – Droit applicable et juridiction compétente

De convention expresse entre les Parties, le contrat conclu est régi et soumis au droit luxembourgeois.

Il est rédigé en langue française. Dans le cas où il serait traduit en une

EUROPAX S.A.

ou plusieurs langues, seul le texte français fait foi en cas de litige.

Tous les litiges auxquels le présent contrat et les accords qui en découlent pourraient donner lieu, concernant tant leur validité, leur interprétation, leur exécution, leur résolution, leurs conséquences et leurs suites seront soumis aux juridictions luxembourgeoises.

ART. 24 – Droit à l'image

En participant au salon EURO CITY EXPO, les exposants et les visiteurs acceptent implicitement les présentes conditions générales de vente (CGV) et consentent à l'utilisation de leur image par les organisateurs, conformément aux termes décrits ci-dessous.

Par leur présence à l'événement, les participants consentent à être photographiés, filmés ou enregistrés par les organisateurs ou par des tiers mandatés par ceux-ci. Ces enregistrements

peuvent inclure, sans s'y limiter, des photographies, des vidéos et des enregistrements audio.

Les organisateurs détiennent tous les droits de propriété et d'utilisation des images et enregistrements réalisés lors de l'événement. Les participants renoncent à toute revendication de rémunération ou de droits liés à l'utilisation de ces images et enregistrements.

Les images et enregistrements peuvent être utilisés par les organisateurs pour des fins promotionnelles, publicitaires ou de communication. Cela inclut, sans s'y limiter, la publication sur des sites web, réseaux sociaux, brochures, affiches et autres supports médiatiques. Les organisateurs

se

réservent également le droit de partager ces images avec des partenaires ou sponsors de l'événement à des fins promotionnelles.

Les participants qui ne souhaitent pas être photographiés ou filmés doivent en informer explicitement les organisateurs avant ou pendant l'événement. Les organisateurs feront des efforts raisonnables pour respecter ces demandes, mais ne peuvent garantir l'exclusion totale de l'image des participants concernés dans les enregistrements.

Les organisateurs s'engagent à protéger les données personnelles des participants, y compris les images où les participants sont identifiables, conformément à la réglementation en vigueur telle que le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD). Les images seront traitées de manière sécurisée et ne seront utilisées qu'aux fins indiquées dans ces CGV.

Les participants peuvent, à tout moment, demander le retrait de leur consentement à l'utilisation de leur image en contactant les organisateurs à l'adresse suivante : [Adresse e-mail/contact]. Les demandes de suppression d'images spécifiques seront traitées dans un délai raisonnable, sous réserve de faisabilité technique.

Les présentes CGV sont soumises au droit luxembourgeois. Tout litige relatif à leur interprétation ou à leur exécution sera soumis aux tribunaux compétents de Luxembourg. Les organisateurs se réservent le droit de modifier les présentes CGV à tout moment, les modifications prenant effet dès leur

publication sur le site officiel de l'événement.

ART. 25 – Nous contacter

Par courrier :
EUROPAX S.A.
1, rue Louvigny
L-1946 Luxembourg

Par téléphone :
(+352) 20 60 49 01

Par e-mail :
contact@europax.lu

Ou par le biais du formulaire de contact sur notre site, à l'adresse suivante :
<https://eurocityexpo.eu>

EUROPAX S.A.

In effect as of
03/01/2024

ART. 1 – Scope and Purpose

The following General Terms and Conditions of Sale (hereinafter "GTC") apply, without restriction or reservation, to all sales of Products (hereinafter "the Products") and Services (hereinafter "the Services") offered by the company EUROPAX S.A. (hereinafter "EUROPAX"), whose registered office is located at L-1946 Luxembourg, 1 rue Louvigny, in the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (RCS) under number B 280 118, on its website accessible at the URL <https://www.europax.lu/>.

The GTC aim to define the contractual relations between the Company and any natural or legal person, professional, (the "Client(s)" or the "Exhibitor(s) Candidate(s)") placing orders for the Products and Services it markets after prior application for admission at the URL <https://www.eurocityexpo.eu/> (the "Site"), or by email at the address contact@europax.lu.

The Company and the Client are hereinafter referred to as "the Parties" or "a Party" for the purposes hereof.

The applicable and binding General Terms and Conditions of Sale are those in force on the Site at the time of effective validation by the Client of the estimate/order.

The Company reserves the right to modify its General Terms and Conditions of Sale at any time without prior notice to the Client.

These General Terms and Conditions of Sale prevail over any other conditions appearing in any other document,

except for prior, express, and written derogation by the Company.

ART. 2 - Acceptance of the General Sales Conditions

Any validation or signature of the online purchase order, in the exhibitor's space, is conditioned by prior acknowledgment and acceptance of the current General Terms and Conditions (GTC) mentioned on the Website. The Exhibitor-Candidate acknowledges having read them, understood them, and fully accepted them with full awareness. The applicable GTC are available on the Company's website. By accepting these GTC, the Exhibitor-Candidate certifies and attests:

(i) Either being a legal adult aged 18 or over, or emancipated, with full capacity to request a quote and place orders via the Website or by phone;

(ii) Or, for individuals under 18 years of age and not emancipated, being duly authorized by their legal representatives to request a quote and place orders via the Website or by phone;

(iii) Or, for legal entities, being a duly authorized and competent person to bind the company, respectively duly authorized/mandated by the legal representatives of the company to request a quote and place orders via the Website or by phone.

ART. 3 – Products and services

The Company offers exhibition spaces as well as ancillary services within trade shows. The list and essential characteristics of the Products and Services offered on the Website are subject to change and adaptation at any time to better meet the expectations of the Clients. The photographs and

descriptions used to illustrate the Products and Services on the Website are provided for guidance purposes only and do not form part of the contractual scope. Descriptions intended to present to the Client the essential characteristics of the Products and Services cannot under any circumstances engage the liability of the Company. The Products and Services offered on the Website comply with Luxembourgish legislation

ART. 4 – Admission request

4.1. Pre-requisites before validating the admission request

Before validating the admission request, the Exhibitor Candidate guarantees the truthfulness and accuracy of the information provided, as well as all respective justifications.

Any participation request for a Trade Show from an Exhibitor Candidate must be addressed to the Company by completing the Admission Request form provided for this purpose or by email to the aforementioned contact address.

Without prejudice, the Admission Request must be completed in its entirety, sincerely and honestly, and must be signed by a duly authorized Representative of the Exhibitor Candidate. The Exhibitor Candidate will receive an automatic response indicating that their admission request has been received / is being processed.

4.2. Validation of the admission request

The Admission Request submitted by an Exhibitor Candidate is subject to an evaluation and selection procedure organized by the Company, which may

choose to seek assistance from a "Selection Committee" whose composition it freely determines.

To assist the Company, if necessary assisted by the Selection Committee, in assessing the stand proposed by the Exhibitor Candidate, a plan of said stand as well as a specifications document regarding the decoration must be submitted by the Exhibitor Candidate to the Company.

The Company, if necessary assisted by the Selection Committee, may freely, at its sole discretion, accept or refuse the Admission Request, without being required to justify its decision.

The receipt by the Company of the Admission Request cannot under any circumstances be considered as any acceptance of said Admission Request by the Company.

No Admission Request is considered if it emanates from an Exhibitor Candidate who is or has been in breach of one or more obligations towards the Company, regardless of their nature and/or importance.

The duration of the above-mentioned procedure may vary from one trade show to another and from one Exhibitor Candidate to another, and the Company is not bound by any deadline in carrying out this procedure.

The response given by the Company to the admission request will be transmitted by email to the Exhibitor Candidate.

Several exhibitors may be authorized to make a joint presentation, provided that each of them has obtained prior approval from the Company and has individually concluded a Participation contract.

EUROPAX S.A.

4.3. Availability of Products and Services

In principle, offers of Products and Services are subject to availability. Indications regarding availability become definitive upon validation of the purchase order in the exhibitor space.

4.4. Validation of the order

Orders are firm and binding on the Client upon the signature of the purchase order by the Client presumed to be authorized or to have power to contract.

No cancellation or modification of an order that has become firm due to the signature of the purchase order by the Professional Client is opposable to the Company.

Acceptance is subject to the express resolutely condition, for the benefit of the Company, of the full payment of all invoices issued.

ART. 5 – Pricing

Except for specific conditions or freely negotiated agreement between the Company and the Client, the prices applied are those in effect at the date of validation of the purchase order. Prices are quoted in euros and calculated excluding the applicable VAT. Prices and conditions of supply of Products and Services are subject to change, notably depending on labor and/or raw material costs, at any time and in all cases where such measures are deemed necessary or useful for better organization of the Salon. Any modifications or amendments to the Price Conditions are communicated to Clients, Exhibitors or not, by any generally available means. Any person wishing to exhibit is required to pay, upon validation of

the purchase order, administrative registration fees, hereinafter referred to as the "Registration Package", this requirement being equally applicable to main exhibitors and co-exhibitors. The Registration Package fees amount to a total excluding VAT of 375.00 EUR (three hundred seventy-five euros) and include: A personalized page, Online access to the Exhibitor area, 2 exhibitor badges / 9m2, Presence in the salon catalog, 1 invitation for the public sector and 1 invitation for the private sector / m2.

5.1. Payment Terms

By signing the purchase order by the Client, and subject to validation by the Company, the Client undertakes to fulfill its payment obligations as follows.

Signature before September 1, 2024:

a. Reservation: 30% of the chosen area amount within 7 calendar days following the validation of both parties.

b. Additional 30% within 60 calendar days after payment of the 1st installment.

c. Finalization: balance of 40% before December 1, 2024

Signature after September 30, 2024; the price per square meter is increased by 10%:

a. Reservation: 50% of the chosen area amount within 7 calendar days following the validation of both parties.

b. Finalization: remaining 50% before December 1, 2024

If the order is validated less than 7 calendar days before December 1, 2024, the exhibitor must pay the full amount before December 1, 2024. Full immediate payment, on the day of order validation, is required for orders placed after December 1, 2024.

5.2. Payment

Invoices are payable only by bank transfer. Payments by checks or in cash are not accepted. Before the opening of the salon, and during setup, the balance and supplements can be paid by credit card. However, the Company reserves the right to refuse the use of certain credit cards. All fees related to the means of payment used by a Client are entirely at their expense.

5.3. Claims

Any claim regarding an invoice must be made within eight days from the date of issue of said invoice. Such a claim does not affect the Client's obligation to pay other invoices due at the time of the claim or subsequently to it and does not grant them any right to suspend any payment due to the Company or to suspend any other obligation towards it.

5.4. Non-exhibiting client

Any invoice issued by the Company to a non-exhibiting Client is payable within 30 calendar days from its date of issue, unless otherwise agreed in writing.

5.5. Refund

In case of outright cancellation of the Salon, the Exhibitor shall be entitled to a refund of the amounts already paid for the rental of their Space.

ART. 6 - Late Payment

In case of late payment, total or partial, at the due date, in addition to the application of the legal interest rate applicable to transactions between merchants, as of the date of the order, there shall be due, in the event of the sale of Products and Services concluded between Professionals, a lump sum indemnity for recovery costs of €40.00 (forty euros), as well as,

if applicable, compensation for recovery costs exceeding the aforementioned lump sum amount such as attorney fees or recourse to a debt collection agency, without prejudice to the right, for the Company, to terminate the participation in the Trade Fair of a defaulting Exhibitor, to their detriment.

ART. 7 – Waiver of participation in the exhibition

Exhibitors are aware that their full and complete participation in the Exhibition is a key element of the Exhibition's success. After Acceptance, an Exhibitor's participation becomes an integral part of the organization and planning of the Exhibition. Any changes decided by the Exhibitor entail significant and irreversible consequences, depending on the proximity to the opening date of the Exhibition, particularly due to the interweaving of the booths. The exhibitor may waive the contract via registered letter with acknowledgment of receipt with a possibility of refund of amounts already paid, excluding registration package, under the following conditions:

a. 100% of the amounts paid if the waiver occurs before May 1, 2024 OBSOLETE

b. 75% of the amounts paid if the waiver occurs before July 1, 2024

c. 50% of the amounts paid if the waiver occurs before September 1, 2024

d. 25% of the amounts paid if the waiver occurs before November 1, 2024

ART. 8 - Request for Surface Reduction

The exhibitor may reduce the defined surface as per the conditions below:

EUROPAX S.A.

a. Adjustment of price according to the surface,
b. Refund of the excess by the Company,
c. After September 1st, a penalty of 30% will apply,
d. After December 1st, no excess will be refunded by the Company.
The right to request a reduction of the Space is exercised by written notification sent by registered mail to the Company, the postmark date being authoritative, under penalty of nullity.
For the amounts concerned, the Company will establish (based on the billing already done previously) either a credit note or an additional invoice, the latter being payable by the Exhibitor in cash.

ART. 9 - Allocation of a space, taking possession thereof

The Contract grants the Exhibitor the allocation of a provisional space during the trade fair(s) covered by the Contract and results in the issuance of a payable invoice. The allocation of a definitive space is expressly conditioned upon the full payment of the invoice no later than December 1st. In the event of non-payment within this period, the Company is released from its obligations under the Contract.
Throughout the duration of the Trade Fair, every Exhibitor designates their domicile at the address of their Space.
The Company freely determines the mode of allocation of Spaces and their allocation to Exhibitors. No more than one Space is allocated to the same Exhibitor and for the same product or service, except for the allocation of a space in the demonstration area and exceptional circumstances, in which the Company is the sole judge. Participation in

previous editions of a trade fair or in other trade fairs organized by the Company does not create any rights for the Exhibitor to a specific Space.

The Company reserves the right to modify, whenever it deems it useful for the general organization of the Trade Fair, the size and layout of the allocated Spaces and, in general, the floor plan of the Trade Fair, including the choice of areas (e.g., halls) of the Building where the Trade Fair is located. Under no circumstances can the Company's use of the authority granted to it under this article give rise to any compensation in favor of the Exhibitor and/or, in general, the Client.

An Exhibitor who disputes the Space allocated to them by the Company must, under penalty of nullity, notify any objections, duly motivated, in a registered letter addressed to the Company within eight calendar days from the day their Space is communicated to them. After analyzing the reasons put forward by the Exhibitor, the Company makes a final decision, if necessary motivated, and, in any case, not subject to further challenge by the Exhibitor.

In the absence of objection within the specified period, the Exhibitor is deemed to have irrevocably accepted the Space allocated to them and to have waived any challenge to said Space, regardless of how the Trade Fair proceeds and the circumstances that may affect it.

If, during the examination process of Admission Requests and/or allocation of Spaces, an option is granted to a Candidate-Exhibitor or an Exhibitor for a specific Space, unless the Company indicates otherwise, in writing and

explicitly, said option is valid for a maximum of 48 hours. After this period, by operation of law and without prior notification by the Company, the Space is considered available and may be freely allocated to another Exhibitor.

Taking possession, by the Exhibitor, of the Space and the booth allocated to them is subject to full payment of the amount due, including any interest, surcharges, and late penalties.

Without prior written authorization from the Company, an Exhibitor, as part of the organizing service they have acquired, may not transfer, sublet, or share, for a fee or for free, all or part of the space or services they have within the Trade Fair premises, under penalty of having their booth/module immediately closed. When the Contract involves the welcoming of Co-exhibitors by the Main Exhibitor, the main Exhibitor guarantees their acceptance of said Participation Contract.

In the event of failure by the Main Exhibitor to obtain acceptance from their Co-exhibitors as described above, the main Exhibitor must reimburse the Company for all sums they would have incurred (fines, refunds, settlement indemnities, convictions, representation and/or legal fees, etc.) due to this lack of acceptance by their Co-exhibitors.

Taking possession is also subject to the subscription of an insurance policy covering the pecuniary consequences of their civil liability as an exhibitor, including, in particular, the liabilities they may incur against any third parties, including the companies owning and managing the premises where the Trade Fair is held, throughout the duration of the Trade

Fair (including setup and dismantling). Additionally, said insurance must be valid for both the exhibition area and the demonstration area (if present).

This insurance must be taken out with a notoriously solvent company and cover the Exhibitor for sufficient amounts. The Exhibitor undertakes to provide this policy to the Company upon first request. In the absence of justification, the exhibitor will be denied access to the exhibition, and the expenses as well as the advances paid will be deemed acquired by the Company. No participation will be allowed without prior subscription to an insurance policy.

If applicable, the Exhibitor must ensure that their Co-Exhibitors have adequate liability coverage. The Exhibitor will be held responsible for all damages caused by their Co-Exhibitors on or during the Trade Fair.

ART. 10 - Guarantees

In the event of sale of Products and Services concluded between Professionals, the legal warranty of conformity does not apply.

No document and/or statement issued by the Company may be interpreted as a representation or warranty regarding the Trade Fair Clients, particularly the exhibitors, neither regarding their financial capacity, nor regarding the quality of the products and services presented at the Trade Fair, nor regarding the quality of the services or products they provide to their clients. In general, a Client, whether an Exhibitor or not, waives any recourse against the Company, related to the identity, number, or placement of exhibitors present at the Trade Fair and/or the goods and services presented by them at the Trade Fair.

EUROPAX S.A.

Likewise, no document and/or statement issued by the Company may be interpreted as a representation or warranty regarding the visitors to the Trade Fair, neither regarding their nature nor their number. In general, a Client, whether an Exhibitor or not, waives any recourse against the Company, related to the identity and number of visitors present at the Trade Fair. Likewise, no document and/or statement issued by the Company may be interpreted as a representation or warranty regarding the visitors to the Trade Fair, neither regarding their nature nor their number. In general, a Client, whether an Exhibitor or not, waives any recourse against the Company, related to the identity and number of visitors present at the Trade Fair.

ART. 11 - Liability

Except for contrary provisions of public order, the Company shall not be liable for any damage of any kind resulting directly or indirectly from the use or inability to use the Products or Services. The Company shall also not be held responsible for goods located on the premises. Exhibitors have the option to have their stand individually monitored at their own expense by security agents authorized by the Company.

ART. 12 - Use and Destinations of Products

Any inappropriate use or contrary to the recommendations, notably specified in the user manual, is at the Customer's own risk and shall not engage the liability of the Company or entitle to any compensation. The Exhibitor expressly undertakes to maintain the stand/module subject to the Contract throughout the duration of the relevant trade show(s) and to occupy it to receive the public

during opening hours, failing which the stand/module may be allocated to another Exhibitor by the Company without any possibility of compensation. The Exhibitor ensures that flammable materials are carefully fireproofed, that the decoration of the stand/module remains in general harmony with the decoration of the relevant trade show(s), and that the stand/module subject to the contract is always in impeccable condition (unnecessary elements for presentation to the public must be out of sight of visitors). All necessary precautions must be taken by the Exhibitor to ensure the safety of goods and persons. Without prior notice or compensation, during the Trade Show, the Exhibitor is prohibited from: 1° distributing advertisements, flyers, or any other form of information on any medium outside the stand/module subject to the Contract; 2° carrying out any advertising, in any form, likely to inconvenience other Exhibitors and/or the public; 3° placing objects in protrusion, painting or sticking posters on the outer face of the stand/module subject to the Contract and on elements of the general infrastructure (building walls, columns, balustrades, doors, etc.); 4° damaging in any way the equipment made available to the Exhibitor in accordance with the Contract (including, but not limited to, damage to the walls of the stand/module by the application of pins, screws, or other items); 5° exhibiting by any means or process (including projection, broadcasting, display...) works in any form (music, video, painting...) subject to copyright and

neighboring rights referred to in Title 5 of Book XI of the Economic Law Code, unless the Exhibitor provides EUROPAX with documents establishing that he has permission to use these works and that such use is in accordance with this authorization. 6° The exhibitor must respect the rules of sound decency and musical moderation so as not to disturb adjacent stands. The event must take place in mutual respect of all participants.

ART. 13 - Termination for non-performance, serious fault, bankruptcy, or judicial liquidation or reorganization

The contract will be suspended or canceled automatically, and without any compensation, in case of non-performance by one of the Parties of its contractual obligations, after formal notice by registered letter with acknowledgment of receipt which remained without effect for more than thirty (30) days. Termination will be immediate in case of serious fault on the part of the Customer, likely to harm the Company's activity, image, or organization of its network. It is notified to the Customer by email and registered letter with acknowledgment of receipt. The Company reserves all rights in this regard. The contract may also be terminated in case of bankruptcy, liquidation, or judicial reorganization of the Customer, in accordance with the legal and regulatory provisions in force.

ART. 14 - Force Majeure

Neither Party shall be liable for any delay or failure in the performance of its contractual obligations due to an event beyond its control, which could not reasonably have been

foreseen at the time of conclusion of the contract and whose effects could not have been avoided by appropriate measures. For the purposes of these T&C, force majeure is defined as an insurmountable and irresistible event, resulting from a fact beyond the control of the Parties, such as a climatic, pandemic, bacteriological, military, political, or diplomatic event, etc. For example, events of force majeure include, but are not limited to, natural phenomena such as tornadoes, floods, earthquakes; the spread of an epidemic or pandemic; the partial or total maintenance of confinement or a state of health emergency; the use by a State or a terrorist group of weapons of any kind disrupting the continuity of commercial relations; national-scale social movements; or the decision of a Government, with or without the participation of its allies, to implement a maritime, aerial, and/or land blockade, etc. The above events may occur on any territory where the contract is to be performed. Each Party shall inform the other without delay by email with acknowledgment of receipt and by telephone of the occurrence of such an event, as soon as it is likely to compromise the performance of its contractual obligations. In the event that force majeure makes it impossible for one of the Parties to fulfill its obligations, the contract concluded will be suspended until the event disappears, expires, or ceases. If it persists beyond a period of thirty (30) days, the Parties shall consult in order to discuss a possible amendment to the contract. The deadlines provided for in the

EUROPAX S.A.

contract will be automatically postponed depending on the duration of the force majeure event. In the absence of an agreement within thirty (30) days of the occurrence of the force majeure event, the contract shall be terminated automatically.

ART. 15 – Unforeseen Circumstances

If a Party proves that the performance of its contractual obligations has become excessively burdensome due to an event beyond its control and which it could not reasonably have anticipated at the time of the conclusion of this contract, and which it could not reasonably avoid or overcome, said Party may request the other Party to renegotiate the contract by email with acknowledgment of receipt at the address (contact@europax.lu) for the Client and at the Client's email address with acknowledgment of receipt for the Company, each email being accompanied by a registered letter with acknowledgment of receipt for each Party. In this case, the Parties acknowledge that the rates have been established considering the current economic situation and all known constraints, both financial and logistical, as of the date of signing the purchase order, related to Covid-19, the conflict between Ukraine and Russia, and the Israeli-Palestinian conflict. Thus, any new event, including any new event related to Covid-19, and the conflicts between Ukraine and Russia, and Israel and Palestine, which affects the rates will fulfill the conditions set out in this article. In this hypothesis, the Parties undertake to organize a prior and mandatory attempt at conciliation lasting a maximum of 8 (eight)

days, refraining from refusing renegotiation, from the day following the notification by the concerned Party of the occurrence of the event rendering the performance of its contractual obligations excessively burdensome within the meaning of this article. This conciliation suspends the limitation period but not the execution of the contract to which the Parties remain bound throughout the conciliation period. Any referral to the judge in violation of this conciliation clause constitutes an inadmissibility rendering the action inadmissible. In the event of successful renegotiation, the Parties will establish and sign without delay an amended purchase order formalizing the result of this renegotiation. In the event of unsuccessful conciliation and in the absence of an agreement between the Parties to jointly refer the matter to the judge within two (2) days from the date of the disagreement, the most diligent Party may refer the judge to a request for review or termination of this contract. In any event, if the change in unforeseeable circumstances at the time of conclusion of the contract was definitive or persisted beyond fifteen (15) days from the notification of the event or circumstances rendering the performance of the contract excessively burdensome within the meaning of this article, and if a judge has not already been seized by either Party, the contract will be simply and purely terminated after sending an email and a formal notice declaring the intention to apply this clause notified by registered letter with

acknowledgment of receipt.

ART. 16 – Termination without Fault

The Company reserves the right to terminate the contract concluded by sending the Client a registered letter with acknowledgment of receipt and/or an email with acknowledgment of receipt in the event of government measures of closure or activity restrictions, or for health reasons.

Any termination by the Client of an order or contract, outside of the clauses provided for this purpose, will give rise to damages.

ART. 17 – Dispute Resolution

Subject to inadmissibility, and without prejudice to any potentially stricter provisions in the General Terms and Conditions, any claim by a Client against the Company must, under penalty of nullity, be addressed to the Company by registered letter, no later than two days following the observation of the fact(s) giving rise to said claim and, in any case, no later than two weeks after the closing day of the Exhibition.

The Company and the Client agree to make their best efforts to find an amicable solution to any dispute, controversy, or claim relating to the validity, interpretation, performance, or resolution of the contract concluded, their consequences, and their aftermath.

In the absence of conciliation within a period of one (1) month from its occurrence, the dispute may be brought before the competent Courts.

ART; 18 – Penalty Clause

Any violation of one of the provisions of the general terms and conditions or rules set forth within (list documents), whatever

their nature or circumstances, shall automatically and without prior notice, entitle the Client to pay a fixed indemnity in the amount of €6,000.00 (six thousand euros) per infringement, without prejudice to the Company's right to claim additional compensation related to the damage suffered.

ART. 19 – Intellectual Property Rights

The information and data contained in any document or information medium established by the Company shall remain the exclusive property of the Company, as well as all associated intellectual property rights.

No provision of these General Terms and Conditions or other contractual documents concluded with the Client shall be deemed to imply a transfer or assignment of any intellectual property right from the Company to the Client. No right, title, or interest in or to photos, illustrations, texts, names, trademarks, or other intellectual property rights relating to the Products is transferred to the Client by these General Terms and Conditions.

The Client undertakes not to reproduce or have reproduced in whole or in part, the photos, illustrations, texts, trademarks, designs, or any other intellectual property right owned by the Company, under penalty of prosecution. The Company reserves the right to oppose, terminate, or seek redress for any use of its intellectual property rights that it deems infringing, contrary to its image, or generally made in fraud of its rights.

ART. 20 – Protection of Personal Data

The Company may collect personal data

EUROPAX S.A.

(hereinafter the "Data") as part of the order.

This Data will be processed in accordance with the purposes provided for at the time of collection and in perfect compliance with Regulation (EU) 2016/679 of the European Parliament and of the Council of 27 April 2016 and with the Law of 1 August 2018 on the organization of the National Commission for Data Protection and the implementation of Regulation (EU) 2016/679.

By adhering to these General Terms and Conditions, the Client consents to the Company retaining and processing the Data for the purpose of the sales contract. They will be kept for the entire duration necessary for the proper execution of the order.

In this context, the Company has adopted a Privacy Policy.

The Company undertakes to respect and ensure respect by its employees and agents for the principles set forth in its Privacy Policy regarding the Personal Data it may be required to process. Any questions concerning the registration and data of the Client can be addressed by email to the address (contact@europax.lu). The Company retains, for the legal duration, all electronic information exchanges relating to sales transactions with the Client.

The Data shall constitute evidence between the Client and the Company, and shall be considered as proof of communications between the Client and the Company.

The Data constitutes literal evidence within the meaning of Article 1341 of the Civil Code and has the same probative value as a document established, received, or retained in writing on paper support.

Therefore, the Data may be validly produced as means of proof and be opposed to the Client in the context of any claim or legal action with the same probative force as any document that would be established, received, or retained in writing on paper support, which the Client expressly acknowledges.

The Client undertakes not to contest the admissibility, opposability, or probative value of the Data due to their electronic nature.

ART. 21 – Integrity of the Contract

The nullity of a clause preserves the integrity of the rest of the contract as well as these General Terms and Conditions.

ART. 22 - Remedies

The failure or delay of the Company to enforce a right and/or remedy arising from the General Terms and Conditions shall not be construed as a waiver of such right or remedy, or of any other right or remedy it may have under the General Terms and Conditions.

ART. 23 - Applicable Law and Jurisdiction

By express agreement between the Parties, the concluded contract is governed by and subject to Luxembourg law. It is drafted in the French language. In the event of translation into one or more languages, only the French text shall prevail in case of dispute. Any disputes arising from this contract and the agreements resulting therefrom, concerning their validity, interpretation, execution, resolution, consequences, and repercussions, shall be subject to the jurisdiction of the Luxembourg courts.

ARTICLE 24 – Image Rights

By participating in the EURO CITY EXPO exhibition, exhibitors and visitors implicitly accept these general terms and conditions (GTC) and consent to the use of their image by the organizers, in accordance with the terms described below. By their presence at the event, participants consent to be photographed, filmed, or recorded by the organizers or by third parties authorized by them. These recordings may include, but are not limited to, photographs, videos, and audio recordings. The organizers hold all ownership and usage rights of the images and recordings made during the event. Participants waive any claims for compensation or rights related to the use of these images and recordings. The images and recordings may be used by the organizers for promotional, advertising, or communication purposes. This includes, but is not limited to, publication on websites, social media, brochures, posters, and other media. The organizers also reserve the right to share these images with partners or sponsors of the event for promotional purposes. Participants who do not wish to be photographed or filmed must explicitly inform the organizers before or during the event. The organizers will make reasonable efforts to comply with these requests but cannot guarantee the complete exclusion of the participants' images from the recordings. The organizers commit to protecting the personal data of participants, including images where participants are identifiable, in accordance with applicable regulations

such as the General Data Protection Regulation (GDPR). Images will be processed securely and used only for the purposes indicated in these GTC.

Participants may, at any time, withdraw their consent to the use of their image by contacting the organizers at the following address: "contact@europax.lu". Requests for the removal of specific images will be processed within a reasonable timeframe, subject to technical feasibility.

These GTC are governed by Luxembourgish law. Any dispute relating to their interpretation or execution will be submitted to the competent courts of Luxembourg. The organizers reserve the right to modify these GTC at any time, with changes taking effect upon publication on the official event website.

ARTICLE 25 - Contact Us

By mail:
EUROPAX S.A.
1, rue Louvigny
L-1946 Luxembourg

By phone:
(+352) 20 60 49 01

By email:
contact@europax.lu

Or through the contact form on our website, at the following address:
<https://eurocityexpo.eu>

EUROPAX S.A.

1 rue Louvigny
L-1946
Luxembourg

TVA : LU35357264
RCS : B280118
Capital : 50.000€

EUROPAX S.A.

1 rue Louvigny TVA : LU35357264
L-1946 RCS : B280118
Luxembourg Capital : 50.000€

Ab dem 01.03.2024 in Kraft

ART. 1 – Geltungsbereich und Zweck

Die folgenden Allgemeinen Verkaufsbedingungen (im Folgenden "AGB") gelten ohne Einschränkung oder Vorbehalt für alle Verkäufe von Produkten (im Folgenden "die Produkte") und Dienstleistungen (im Folgenden "die Dienstleistungen"), die von der Firma EUROPAX S.A. (im Folgenden "EUROPAX") angeboten werden, deren Geschäftssitz sich in L-1946 Luxemburg, 1 rue Louvigny, im Großherzogtum Luxemburg, befindet, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburgs (RCS) unter der Nummer B 280 118, auf ihrer Website unter der URL <https://www.europax.lu/>. Die AGB sollen die vertraglichen Beziehungen zwischen dem Unternehmen und jeder natürlichen oder juristischen Person, einem Fachmann, (den "Kunden" oder den "Aussteller-Kandidaten"), die Bestellungen für die von ihm vermarkteten Produkte und Dienstleistungen aufgeben, nach vorheriger Anmeldung unter der URL <https://www.euocityexpo.eu/> (die "Website") oder per E-Mail unter der Adresse contact@europax.lu, definieren. Das Unternehmen und der Kunde werden im Folgenden als "die Parteien" oder "eine Partei" bezeichnet. Die anwendbaren und verbindlichen Allgemeinen Verkaufsbedingungen sind diejenigen, die zum Zeitpunkt der wirksamen Validierung durch den Kunden des Kostenvoranschlags/Au-

frags auf der Website gelten.

Das Unternehmen behält sich das Recht vor, seine Allgemeinen Verkaufsbedingungen jederzeit ohne vorherige Ankündigung an den Kunden zu ändern. Diese Allgemeinen Verkaufsbedingungen haben Vorrang vor allen anderen Bedingungen, die in einem anderen Dokument erscheinen, außer bei vorheriger, ausdrücklicher und schriftlicher Abweichung durch das Unternehmen.

ART. 2 - Annahme der Allgemeinen Verkaufsbedingungen

Jede Validierung oder Unterschrift der Online-Bestellung im Ausstellerbereich ist an die vorherige Kenntnisnahme und Akzeptanz der aktuellen Allgemeinen Verkaufsbedingungen (AGB) gebunden, die auf der Website erwähnt sind. Der Aussteller-Kandidat bestätigt, sie gelesen, verstanden und mit vollem Bewusstsein vollständig akzeptiert zu haben. Die anwendbaren AGB sind auf der Website des Unternehmens verfügbar. Durch die Annahme dieser AGB bescheinigt und versichert der Aussteller-Kandidat: (i) Entweder ein volljähriger Erwachsener im Alter von 18 Jahren oder älter zu sein oder emanzipiert zu sein, mit voller Befugnis, ein Angebot anzufordern und Bestellungen über die Website oder telefonisch aufzugeben; (ii) Oder, für Personen unter 18 Jahren und nicht emanzipiert, von ihren gesetzlichen Vertretern ordnungsgemäß dazu ermächtigt zu sein, ein Angebot anzufordern und Bestellungen über die Website oder

telefonisch aufzugeben; (iii) Oder, für juristische Personen, eine ordnungsgemäß ermächtigte und kompetente Person zu sein, um das Unternehmen zu binden, bzw. ordnungsgemäß von den gesetzlichen Vertretern des Unternehmens ermächtigt/mandatiert zu sein, ein Angebot anzufordern und Bestellungen über die Website oder telefonisch aufzugeben.

ART. 3 – Produkte und Dienstleistungen

Das Unternehmen bietet Ausstellungsflächen sowie begleitende Dienstleistungen im Rahmen von Messen an. Die Liste und wesentlichen Merkmale der auf der Website angebotenen Produkte und Dienstleistungen können jederzeit geändert und angepasst werden, um den Erwartungen der Kunden besser zu entsprechen. Die auf der Website verwendeten Fotos und Beschreibungen zur Veranschaulichung der Produkte und Dienstleistungen dienen nur zu Anleitungszwecken und sind kein Bestandteil des Vertragsbereichs. Beschreibungen, die dazu dienen, dem Kunden die wesentlichen Merkmale der Produkte und Dienstleistungen vorzustellen, können unter keinen Umständen die Haftung des Unternehmens begründen. Die auf der Website angebotenen Produkte und Dienstleistungen entsprechen der luxemburgischen Gesetzgebung.

ART. 4 – Antragsstellung

4.1. Voraussetzungen vor der Validierung des Antrags

Vor der Validierung des Antrags garantiert der Aussteller-Kandidat die Wahrhaftigkeit und Genauigkeit der bereitgestellten Informationen sowie aller entsprechenden Rechtfertigungen. Jeder Teilnahmeantrag für eine Messe von einem Aussteller-Kandidaten muss vom Unternehmen durch Ausfüllen des dafür vorgesehenen Antragsformulars oder per E-Mail an die oben genannte Kontaktadresse eingereicht werden. Unbeschadet dessen muss der Antragssteller den Antrag vollständig, aufrichtig und ehrlich ausfüllen und von einem ordnungsgemäß bevollmächtigten Vertreter des Antragsstellers unterzeichnet werden. Der Antragssteller erhält automatisch eine Antwort, die bestätigt, dass sein Antrag aufgenommen wurde/bearbeitet wird.

4.2. Validierung des Zulassungsantrags

Der vom Ausstellerkandidaten eingereichte Zulassungsantrag unterliegt einem Bewertungs- und Auswahlverfahren, das von der Firma organisiert wird, die sich entscheiden kann, Unterstützung von einem "Auswahlgremium" einzuholen, dessen Zusammensetzung sie frei bestimmt. Um der Firma bei der Bewertung des vom Ausstellerkandidaten vorgeschlagenen Standes, gegebenenfalls unterstützt durch das Auswahlgremium, zu helfen, muss der Ausstellerkandidat der Firma einen Plan dieses Standes sowie ein Spezifikationsdokument zur Dekoration vorlegen. Die Firma kann gegebenenfalls,

EUROPAX S.A.

1 rue Louvigny TVA : LU35357264
L-1946 RCS : B280118
Luxembourg Capital : 50.000€

unterstützt durch das Auswahlgremium, nach eigenem Ermessen den Zulassungsantrag annehmen oder ablehnen, ohne verpflichtet zu sein, ihre Entscheidung zu begründen.

Der Eingang des Zulassungsantrags durch die Firma kann unter keinen Umständen als eine Annahme dieses Zulassungsantrags durch die Firma betrachtet werden. Ein Zulassungsantrag wird nicht berücksichtigt, wenn er von einem Ausstellerkandidaten stammt, der gegen eine oder mehrere Verpflichtungen gegenüber der Firma verstoßen hat, unabhängig von deren Art und/oder Bedeutung. Die Dauer des oben genannten Verfahrens kann von einer Messe zur anderen und von einem Ausstellerkandidaten zum anderen variieren, und die Firma ist nicht an Fristen gebunden, um dieses Verfahren durchzuführen. Die Antwort der Firma auf den Zulassungsantrag wird dem Ausstellerkandidaten per E-Mail übermittelt. Mehrere Aussteller können dazu berechtigt sein, eine gemeinsame Präsentation zu machen, vorausgesetzt, dass jeder von ihnen vorherige Zustimmung von der Firma erhalten hat und individuell einen Beteiligungsvertrag abgeschlossen hat.

4.3. Verfügbarkeit von Produkten und Dienstleistungen

Grundsätzlich unterliegen Angebote von Produkten und Dienstleistungen der Verfügbarkeit. Angaben zur Verfügbarkeit werden endgültig nach der Validierung der

Bestellung im Ausstellerbereich.

4.4. Validierung der Bestellung

Bestellungen sind für den Kunden verbindlich, sobald der Kaufvertrag vom Kunden unterstellt wird, autorisiert oder zur Vertragsunterzeichnung berechtigt ist. Keine Stornierung oder Änderung einer Bestellung, die aufgrund der Unterschrift des Kaufvertrags durch den professionellen Kunden bindend geworden ist, ist der Firma gegenüber durchsetzbar. Die Annahme erfolgt unter der ausdrücklichen Bedingung, zum Vorteil der Firma, dass die vollständige Zahlung aller ausgestellten Rechnungen erfolgt ist.

ART. 5 – Preisgestaltung

Sofern keine spezifischen Bedingungen oder frei verhandelte Vereinbarungen zwischen dem Unternehmen und dem Kunden vorliegen, gelten die Preise, die zum Zeitpunkt der Validierung der Bestellung gültig sind. Die Preise werden in Euro angegeben und ohne die anfallende Mehrwertsteuer berechnet. Preise und Lieferbedingungen für Produkte und Dienstleistungen können sich jederzeit ändern, insbesondere abhängig von Arbeits- und/oder Rohstoffkosten, in allen Fällen, in denen solche Maßnahmen zur besseren Organisation des Salons als notwendig oder nützlich erachtet werden. Jegliche Änderungen oder Ergänzungen der Preisbedingungen werden den Kunden, Ausstellern oder Nicht-Ausstellern, über allgemein verfügbare Mittel mitgeteilt. Jede

Person, die ausstellen möchte, muss bei Validierung der Bestellung Verwaltungsgebühren in Höhe des "Anmeldepakets" bezahlen, wobei diese gleichermaßen für Hauptaussteller und Mitaussteller gilt. Die Gebühren für das Anmeldepaket betragen insgesamt 375,00 EUR (dreihundertfünfundzig Euro) ohne Mehrwertsteuer und umfassen: eine personalisierte Seite, Online-Zugang zum Ausstellerbereich, 2 Ausstellerausweise / 9m2, Präsenz im Salonkatalog, 1 Einladung für den öffentlichen Sektor und 1 Einladung für den privaten Sektor / m2.

5.1. Zahlungsbedingungen

Durch Unterzeichnung der Bestellung durch den Kunden und vorbehaltlich der Validierung durch das Unternehmen verpflichtet sich der Kunde, seine Zahlungsverpflichtungen wie folgt zu erfüllen.

Unterzeichnung vor dem 1. September 2024:

- Reservierung: 30% des gewählten Betrags für die Fläche innerhalb von 7 Kalendertagen nach der Validierung beider Parteien.
- Zusätzliche 30% innerhalb von 60 Kalendertagen nach Zahlung der 1. Rate.
- Abschluss: Restbetrag von 40% vor dem 1. Dezember 2024.

Unterzeichnung nach dem 30. September 2024; der Preis pro Quadratmeter wird um 10% erhöht:

- Reservierung: 50% des gewählten Betrags für die Fläche innerhalb von 7 Kalendertagen nach der Validierung beider Parteien.

b. Abschluss: verbleibende 50% vor dem 1. Dezember 2024.

Wenn die Bestellung weniger als 7 Kalendertage vor dem 1. Dezember 2024 validiert wird, muss der Aussteller den Gesamtbetrag vor dem 1. Dezember 2024 zahlen. Für Bestellungen, die nach dem 1. Dezember 2024 platziert werden, ist eine sofortige vollständige Zahlung am Tag der Bestellvalidierung erforderlich.

5.2. Zahlung

Rechnungen sind nur per Banküberweisung zahlbar. Zahlungen per Scheck oder in bar werden nicht akzeptiert. Vor der Eröffnung des Salons und während des Aufbaus können der Restbetrag und Zusatzleistungen per Kreditkarte bezahlt werden. Das Unternehmen behält sich jedoch das Recht vor, die Verwendung bestimmter Kreditkarten abzulehnen. Alle Gebühren im Zusammenhang mit den vom Kunden verwendeten Zahlungsmitteln gehen vollständig zu dessen Lasten.

5.3. Beanstandungen Etwaige

Beanstandungen einer Rechnung müssen innerhalb von acht Tagen nach dem Ausstellungsdatum der Rechnung erhoben werden. Eine solche Beanstandung beeinträchtigt nicht die Verpflichtung des Kunden, andere zum Zeitpunkt der Beanstandung fällige oder danach fällige Rechnungen zu begleichen, und gewährt ihm kein Recht, Zahlungen an das Unternehmen auszusetzen oder andere Verpflichtungen

EUROPAX S.A.

1 rue Louvigny L-1946 Luxembourg
TVA : LU35357264
RCS : B280118
Capital : 50.000€

gegenüber diesem auszusetzen.

5.4. Nicht-ausstellender Kunde

Alle vom Unternehmen an einen nicht-ausstellenden Kunden ausgestellten Rechnungen sind innerhalb von 30 Kalendertagen ab Ausstellungsdatum zahlbar, sofern nicht schriftlich etwas anderes vereinbart wurde.

5.5. Rückerstattung

Im Falle einer vollständigen Stornierung des Salons hat der Aussteller Anspruch auf Rückerstattung der bereits für die Vermietung seines Standplatzes gezahlten Beträge.

ART. 6 – Zahlungsverzug

Im Falle einer verspäteten Zahlung, ganz oder teilweise, zum Fälligkeitstermin, zusätzlich zur Anwendung des gesetzlichen Zinssatzes für Geschäfte zwischen Kaufleuten, ab dem Datum der Bestellung, sind im Falle des Verkaufs von Produkten und Dienstleistungen, die zwischen Fachleuten abgeschlossen wurden, eine Pauschalentschädigung für Inkassokosten in Höhe von 40,00 € (vierzig Euro) sowie gegebenenfalls Entschädigung für Inkassokosten über den oben genannten Pauschalbetrag hinaus, wie Anwaltsgebühren oder Rückgriff auf ein Inkassobüro, fällig, ohne dass dadurch das Recht der Firma, die Teilnahme eines säumigen Ausstellers an der Messe zu beenden, zu ihrem Nachteil berührt wird.

ART. 7 - Verzicht auf die Teilnahme an der Ausstellung

Die Aussteller sind sich bewusst, dass ihre vollständige und umfassende Teilnahme an der Ausstellung ein Schlüsselement für den Erfolg der Ausstellung ist. Nach der Annahme wird die Teilnahme eines Ausstellers zu einem integralen Bestandteil der Organisation und Planung der Ausstellung. Änderungen, die vom Aussteller beschlossen werden, haben je nach Nähe zum Eröffnungsdatum der Ausstellung erhebliche und irreversible Folgen, insbesondere aufgrund der Verflechtung der Stände.

Der Aussteller kann den Vertrag mittels Einschreiben mit Empfangsbestätigung und Möglichkeit zur Rückerstattung bereits gezahlter Beträge unter Ausschluss des Anmeldepakets unter folgenden Bedingungen widerrufen:

- 100 % der gezahlten Beträge, wenn der Verzicht vor dem 1. Mai 2024 erfolgt (OBSOLET)
- 75 % der gezahlten Beträge, wenn der Verzicht vor dem 1. Juli 2024 erfolgt
- 50 % der gezahlten Beträge, wenn der Verzicht vor dem 1. September 2024 erfolgt
- 25 % der gezahlten Beträge, wenn der Verzicht vor dem 1. November 2024 erfolgt

ART. 8 - Antrag auf Flächenreduzierung

Der Aussteller kann die festgelegte Fläche gemäß den folgenden Bedingungen reduzieren:

- Anpassung des Preises entsprechend der Fläche,
- Rückerstattung des Überschusses durch das Unternehmen,
- Nach dem 1. September wird eine Strafe von 30 % erhoben,
- Nach dem 1. Dezember wird kein

Überschuss mehr vom Unternehmen erstattet. Das Recht auf Beantragung einer Reduzierung der Fläche wird durch schriftliche Benachrichtigung per Einschreiben an das Unternehmen ausgeübt, wobei das Datum des Poststempels maßgeblich ist, unter Strafe der Nichtigkeit. Für die betreffenden Beträge wird das Unternehmen (basierend auf der bereits zuvor durchgeführten Abrechnung) entweder eine Gutschrift oder eine zusätzliche Rechnung ausstellen, wobei letztere vom Aussteller bar zu bezahlen ist.

ART. 9 - Zuteilung eines Raums, dessen Inbesitznahme

Der Vertrag gewährt dem Aussteller die Zuteilung eines vorläufigen Raums während der von dem Vertrag abgedeckten Messe(n) und führt zur Ausstellung einer zahlungspflichtigen Rechnung. Die Zuteilung eines endgültigen Raums erfolgt ausdrücklich unter der Bedingung der vollständigen Bezahlung der Rechnung spätestens bis zum 1. Dezember. Im Falle der Nichtzahlung innerhalb dieses Zeitraums ist das Unternehmen von seinen Verpflichtungen aus dem Vertrag befreit.

Während der Dauer der Messe benennt jeder Aussteller seinen Wohnsitz unter der Adresse seines Standes. Das Unternehmen bestimmt frei die Art der Zuteilung von Räumen und deren Zuteilung an Aussteller. Keinem Aussteller wird mehr als ein Raum für dasselbe Produkt oder dieselbe Dienstleistung zugeteilt, außer für die Zuteilung eines Raums im Demonstrationsbereich und in Ausnahmefällen,

in denen das Unternehmen der alleinige Richter ist. Die Teilnahme an früheren Ausgaben einer Messe oder an anderen Messen, die vom Unternehmen organisiert werden, verleiht dem Aussteller kein Recht auf einen bestimmten Raum. Das Unternehmen behält sich das Recht vor, die Größe und Gestaltung der zugeteilten Räume und allgemein den Hallenplan der Messe einschließlich der Auswahl der Bereiche (z. B. Hallen) des Gebäudes, in dem die Messe stattfindet, zu ändern, wenn es dies für die allgemeine Organisation der Messe für nützlich erachtet. In keinem Fall kann die Nutzung der dem Unternehmen gemäß diesem Artikel eingeräumten Befugnisse zu einer Entschädigung zugunsten des Ausstellers und/oder des Kunden im Allgemeinen führen. Ein Aussteller, der den ihm vom Unternehmen zugeteilten Raum bestreitet, muss unter Androhung der Nichtigkeit innerhalb von acht Kalendertagen ab dem Tag, an dem ihm sein Raum mitgeteilt wird, Einwände, die ordnungsgemäß begründet sind, per Einschreiben an das Unternehmen richten. Nach Prüfung der vom Aussteller vorgebrachten Gründe trifft das Unternehmen eine endgültige Entscheidung, gegebenenfalls begründet und auf jeden Fall nicht mehr von weiteren Einwänden des Ausstellers abhängig. Im Falle des Ausbleibens von Einwänden innerhalb der festgelegten Frist gilt der Aussteller als unwiderruflich einverstanden mit dem ihm zugeteilten Raum und hat auf jegliche

EUROPAX S.A.

1 rue Louvigny TVA : LU35357264
L-1946 RCS : B280118
Luxembourg Capital : 50.000€

Anfechtung dieses Raums verzichtet, unabhängig davon, wie die Messe verläuft und welche Umstände diese beeinflussen mögen.

Wenn während des Prüfungsprozesses von Zulassungsanträgen und/oder der Zuteilung von Räumen einem Kandidaten-Aussteller oder einem Aussteller eine Option für einen bestimmten Raum gewährt wird, sofern das Unternehmen nichts Gegenteiliges schriftlich und ausdrücklich angibt, ist diese Option maximal 48 Stunden gültig. Nach Ablauf dieser Frist gilt der Raum kraft Gesetzes und ohne vorherige Benachrichtigung durch das Unternehmen als verfügbar und kann frei einem anderen Aussteller zugeteilt werden.

Die Inbesitznahme des Raums und des Standes durch den Aussteller erfolgt unter der Voraussetzung der vollständigen Bezahlung des fälligen Betrags einschließlich etwaiger Zinsen, Zuschläge und Säumniszuschläge.

Ohne vorherige schriftliche Genehmigung des Unternehmens darf ein Aussteller im Rahmen des von ihm erworbenen Organisationsdienstes keinen Raum oder keine Dienstleistungen ganz oder teilweise gegen Entgelt oder kostenlos übertragen, untervermieten oder teilen, unter Androhung der sofortigen Schließung seines Standes/Moduls. Wenn der Vertrag die Begrüßung von Mitausstellern durch den Hauptaussteller umfasst, garantiert der Hauptaussteller deren Annahme dieses Teilnahmevertrags.

Im Falle des Scheiterns des Hauptausstellers, die Annahme seiner Mitaussteller wie oben

beschrieben zu erlangen, muss der Hauptaussteller dem Unternehmen alle Beträge erstatten, die er aufgrund dieses Mangels an Annahme seiner Mitaussteller gezahlt hätte (Strafen, Rückerstattungen, Abfindungen, Verurteilungen, Vertretungs- und/oder Anwaltsgebühren usw.). Die Inbesitznahme unterliegt auch dem Abschluss einer Versicherungspolice, die die finanziellen Folgen seiner zivilrechtlichen Haftung als Aussteller abdeckt, einschließlich der Haftungen, die er gegenüber Dritten, einschließlich der Unternehmen, die die Räumlichkeiten, in denen die Messe stattfindet, besitzen und verwalten, während der Dauer der Messe (einschließlich Aufbau und Abbau), eingehen kann. Darüber hinaus muss diese Versicherung sowohl für den Ausstellungsbereich als auch für den Demonstrationsbereich (falls vorhanden) gültig sein.

Diese Versicherung muss bei einem bekanntlich solventen Unternehmen abgeschlossen und für ausreichende Beträge gültig sein. Der Aussteller verpflichtet sich, diese Police auf Anforderung des Unternehmens vorzulegen. Bei fehlender Rechtfertigung wird dem Aussteller der Zugang zur Messe verweigert, und die Ausgaben sowie die geleisteten Vorschüsse gelten als vom Unternehmen erworben. Ohne vorherige Unterzeichnung einer Versicherungspolice ist keine Teilnahme gestattet.

Sofern zutreffend, muss der Aussteller sicherstellen, dass seine Mitaussteller über ausreichende

Haftpflichtversicherung verfügen. Der Aussteller haftet für alle Schäden, die seine Mitaussteller auf oder während der Messe verursachen.

ART. 10 – Garantien

Im Falle des Verkaufs von Produkten und Dienstleistungen, die zwischen Fachleuten abgeschlossen wurden, gilt die gesetzliche Gewährleistung für Konformität nicht.

Kein Dokument und/oder keine Erklärung, die von der Firma herausgegeben wird, darf als eine Darstellung oder Gewährleistung in Bezug auf die Messekunden, insbesondere die Aussteller, interpretiert werden, weder in Bezug auf ihre finanzielle Leistungsfähigkeit noch auf die Qualität der auf der Messe präsentierten Produkte und Dienstleistungen, noch auf die Qualität der Dienstleistungen oder Produkte, die sie ihren Kunden anbieten. Im Allgemeinen verzichtet ein Kunde, ob Aussteller oder nicht, auf jegliche Ansprüche gegen die Firma, die sich auf die Identität, Anzahl oder Platzierung der auf der Messe vertretenen Aussteller und/oder die von ihnen auf der Messe präsentierten Waren und Dienstleistungen beziehen.

Ebenso darf kein Dokument und/oder keine Erklärung, die von der Firma herausgegeben wird, als eine Darstellung oder Gewährleistung in Bezug auf die Besucher der Messe interpretiert werden, weder in Bezug auf ihre Art noch ihre Anzahl. Im Allgemeinen verzichtet ein Kunde, ob Aussteller oder nicht, auf jegliche Ansprüche gegen die Firma, die sich auf die Identität und Anzahl der auf der Messe anwesenden Besucher beziehen.

Ebenso darf kein Dokument und/oder keine Erklärung, die von der Firma herausgegeben wird, als eine Darstellung oder Gewährleistung in Bezug auf die Besucher der Messe interpretiert werden, weder in Bezug auf ihre Art noch ihre Anzahl. Im Allgemeinen verzichtet ein Kunde, ob Aussteller oder nicht, auf jegliche Ansprüche gegen die Firma, die sich auf die Identität und Anzahl der auf der Messe anwesenden Besucher beziehen.

ART. 11 – Haftung

Sofern nicht anders lautende Bestimmungen des öffentlichen Auftrags vorliegen, haftet die Firma nicht für Schäden jeglicher Art, die direkt oder indirekt aus der Nutzung oder Unmöglichkeit der Nutzung der Produkte oder Dienstleistungen resultieren. Die Firma haftet auch nicht für auf dem Gelände befindliche Waren. Aussteller haben die Möglichkeit, ihren Stand auf eigene Kosten individuell durch Sicherheitskräfte überwachen zu lassen, die von der Firma autorisiert sind.

ART. 12 – Nutzung und Bestimmung der Produkte

Jede unangemessene Verwendung oder Verwendung entgegen den Empfehlungen, insbesondere wie im Benutzerhandbuch angegeben, erfolgt auf eigenes Risiko des Kunden und begründet keine Haftung der Firma oder berechtigt nicht zu einer Entschädigung. Der Aussteller verpflichtet sich ausdrücklich, den Stand/Modul gemäß dem Vertrag während der Dauer der jeweiligen Fachmesse(n) aufrechtzuerhalten und ihn während der Öffnungszeiten zu

EUROPAX S.A.

1 rue Louvigny TVA : LU35357264
L-1946 RCS : B280118
Luxembourg Capital : 50.000€

besetzen, um das Publikum zu empfangen. Andernfalls kann der Stand/Modul ohne Möglichkeit einer Entschädigung von der Firma einem anderen Aussteller zugewiesen werden. Der Aussteller stellt sicher, dass brennbare Materialien sorgfältig feuerfest gemacht werden, dass die Dekoration des Standes/Moduls im allgemeinen Einklang mit der Dekoration der entsprechenden Fachmesse(n) bleibt und dass der Stand/Modul gemäß dem Vertrag immer in einwandfreiem Zustand ist (unnötige Elemente für die Präsentation für die Öffentlichkeit müssen außer Sichtweite der Besucher sein). Der Aussteller hat alle erforderlichen Vorkehrungen zu treffen, um die Sicherheit von Waren und Personen zu gewährleisten. Während der Fachmesse ist es dem Aussteller ohne vorherige Ankündigung oder Entschädigung untersagt: 1° Werbematerialien, Flyer oder jede andere Form von Informationen auf einem Medium außerhalb des Standes/Moduls gemäß dem Vertrag zu verteilen; 2° Werbung in irgendeiner Form durchzuführen, die andere Aussteller und/oder das Publikum beeinträchtigen könnte; 3° Gegenstände herausragen zu lassen, Poster auf die Außenseite des Standes/Moduls gemäß dem Vertrag und auf Elemente der allgemeinen Infrastruktur (Gebäudewände, Säulen, Balustraden, Türen usw.) zu malen oder zu kleben; 4° die dem Aussteller gemäß dem Vertrag zur Verfügung gestellte Ausrüstung in irgendeiner Weise zu beschädigen

(einschließlich, aber nicht beschränkt auf Schäden an den Wänden des Standes/Moduls durch das Anbringen von Pins, Schrauben oder anderen Gegenständen); 5° Werke in irgendeiner Form (Musik, Video, Malerei...) auszustellen, zu projizieren, zu übertragen oder anderweitig zu präsentieren, die urheberrechtlich geschützt sind und unter die verwandten Schutzrechte gemäß Titel 5 des Buches XI des Wirtschaftsgesetzbuchs fallen, es sei denn, der Aussteller legt EUROPAXX Unterlagen vor, die belegen, dass er die Erlaubnis zur Verwendung dieser Werke hat und dass diese Verwendung im Einklang mit dieser Genehmigung steht. 6° Der Aussteller muss die Regeln des anständigen Klangs und der musikalischen Mäßigung beachten, um benachbarte Stände nicht zu stören. Die Veranstaltung muss in gegenseitigem Respekt aller Teilnehmer stattfinden.

ART. 13 – Kündigung bei Nichterfüllung, schwerwiegender Pflichtverletzung, Konkurs oder gerichtlicher Liquidation oder Reorganisation

Der Vertrag wird bei Nichterfüllung einer der Vertragsparteien ihrer vertraglichen Verpflichtungen nach förmlicher Mitteilung per Einschreiben mit Empfangsbestätigung, die mehr als dreißig (30) Tage ohne Wirkung geblieben ist, automatisch und ohne Entschädigung ausgesetzt oder gekündigt. Bei schwerwiegendem Verschulden des Kunden, das geeignet ist, die Tätigkeit, das Image oder die Organisation des Netzwerks der Firma zu beeinträchtigen, erfolgt

die Kündigung sofort. Sie wird dem Kunden per E-Mail und per Einschreiben mit Empfangsbestätigung mitgeteilt. Die Firma behält sich alle Rechte in dieser Hinsicht vor. Der Vertrag kann auch im Falle eines Konkurses, einer Liquidation oder einer gerichtlichen Reorganisation des Kunden gemäß den geltenden gesetzlichen und behördlichen Bestimmungen gekündigt werden.

ART. 14 – Höhere Gewalt

Keine der Parteien haftet für Verzögerungen oder Versäumnisse bei der Erfüllung ihrer vertraglichen Verpflichtungen aufgrund eines Ereignisses, das außerhalb ihrer Kontrolle liegt, das zum Zeitpunkt des Vertragsabschlusses vernünftigerweise nicht vorhersehbar gewesen wäre und dessen Auswirkungen nicht durch geeignete Maßnahmen vermieden werden konnten. Im Sinne dieser AGB wird höhere Gewalt definiert als ein unüberwindliches und unwiderstehliches Ereignis, das aus einem Umstand resultiert, der außerhalb der Kontrolle der Parteien liegt, wie zum Beispiel ein klimatisches, pandemisches, bakterielles, militärisches, politisches oder diplomatisches Ereignis usw. Beispiele für höhere Gewalt umfassen, sind aber nicht beschränkt auf, Naturphänomene wie Tornados, Überschwemmungen, Erdbeben; die Verbreitung einer Epidemie oder Pandemie; die teilweise oder vollständige Aufrechterhaltung von Ausgangssperren oder eines Gesundheitsnotstands; die Verwendung von Waffen jeglicher Art durch einen Staat oder

eine terroristische Gruppe, die die Kontinuität der Handelsbeziehungen stört; soziale Bewegungen von nationaler Bedeutung; oder die Entscheidung einer Regierung, mit oder ohne Beteiligung ihrer Verbündeten, eine Seeblockade, Luftblockade und/oder Landblockade durchzuführen, usw. Diese Ereignisse können auf jedem Gebiet auftreten, auf dem der Vertrag durchgeführt werden soll. Jede Partei informiert die andere unverzüglich per E-Mail mit Empfangsbestätigung und telefonisch über das Auftreten eines solchen Ereignisses, sobald es wahrscheinlich ist, dass die Erfüllung ihrer vertraglichen Verpflichtungen gefährdet ist. Sollte höhere Gewalt die Erfüllung der Verpflichtungen einer der Parteien unmöglich machen, wird der abgeschlossene Vertrag bis zum Verschwinden, Ablauf oder Ende des Ereignisses ausgesetzt. Hält es länger als dreißig (30) Tage an, so werden die Parteien sich zur Diskussion einer möglichen Vertragsänderung beraten. Die im Vertrag festgelegten Fristen werden je nach Dauer des höheren Gewaltereignisses automatisch verschoben. Kommt es innerhalb von dreißig (30) Tagen nach dem Eintritt des höheren Gewaltereignisses zu keiner Einigung, so wird der Vertrag automatisch beendet.

ART. 15 – Unerwartete Umstände

Wenn eine Partei nachweist, dass die Erfüllung ihrer vertraglichen Verpflichtungen aufgrund eines Ereignisses, das außerhalb ihrer

EUROPAX S.A.

1 rue Louvigny TVA : LU35357264
L-1946 RCS : B280118
Luxembourg Capital : 50.000€

Kontrolle liegt und das sie zum Zeitpunkt des Vertragsabschlusses vernünftigerweise nicht vorhersehen konnte und das sie vernünftigerweise weder vermeiden noch überwinden konnte, übermäßig belastend geworden ist, kann diese Partei die andere Partei per E-Mail unter Empfangsbestätigung an die Adresse (contact@europax.lu) für den Kunden und an die E-Mail-Adresse des Kunden mit Empfangsbestätigung für das Unternehmen auffordern, den Vertrag neu zu verhandeln, wobei jeder E-Mail ein Einschreiben mit Empfangsbestätigung für jede Partei beigefügt ist.

In diesem Fall erkennen die Parteien an, dass die Tarife unter Berücksichtigung der aktuellen wirtschaftlichen Lage und aller bekannten Einschränkungen, sowohl finanzieller als auch logistischer Art, zum Zeitpunkt der Unterzeichnung des Kaufauftrags im Zusammenhang mit Covid-19, dem Konflikt zwischen der Ukraine und Russland sowie dem israelisch-palästinensischen Konflikt festgelegt wurden. Somit erfüllt jedes neue Ereignis, einschließlich eines neuen Ereignisses im Zusammenhang mit Covid-19 und den Konflikten zwischen der Ukraine und Russland sowie Israel und Palästina, das die Tarife beeinflusst, die in diesem Artikel festgelegten Bedingungen.

In diesem Fall verpflichten sich die Parteien, einen vorherigen und obligatorischen Schlichtungsversuch von maximal 8 (acht) Tagen zu organisieren und von dem Tag an, der auf die Benachrichtigung durch die betroffene Partei über das Ereignis

folgt, das die Erfüllung ihrer vertraglichen Verpflichtungen im Sinne dieses Artikels übermäßig belastend macht, auf eine Neuverhandlung zu verzichten. Diese Schlichtung unterbricht die Verjährungsfrist, nicht jedoch die Ausführung des Vertrags, an den die Parteien während der Schlichtungsfrist gebunden bleiben. Jede Klage vor dem Richter in Verletzung dieser Schlichtungsklausel stellt eine Unzulässigkeit dar, die die Klage unzulässig macht. Im Falle einer erfolgreichen Neuverhandlung werden die Parteien unverzüglich einen geänderten Kaufauftrag erstellen und unterzeichnen, der das Ergebnis dieser Neuverhandlung formalisiert.

Im Falle einer erfolglosen Schlichtung und in Ermangelung einer Vereinbarung zwischen den Parteien, die Angelegenheit gemeinsam innerhalb von zwei (2) Tagen nach dem Datum der Meinungsverschiedenheit dem Richter vorzulegen, kann die fleißigste Partei den Richter zur Überprüfung oder Beendigung dieses Vertrags anrufen. In jedem Fall, wenn die Änderung der unvorhersehbaren Umstände zum Zeitpunkt des Vertragsabschlusses endgültig war oder über fünfzehn (15) Tage nach der Benachrichtigung des Ereignisses oder der Umstände, die die Vertragserfüllung im Sinne dieses Artikels übermäßig belastend machen, anhält, und wenn sich noch keine der Parteien an den Richter gewandt hat, wird der Vertrag nach dem Versenden einer E-Mail und einer förmlichen Mitteilung über die Absicht, diese Klausel anzuwenden,

durch ein Einschreiben mit Empfangsbestätigung einfach und rein beendet.

ART. 16 – Beendigung ohne Verschulden

Das Unternehmen behält sich das Recht vor, den Vertrag durch den Versand eines Einschreibens mit Empfangsbestätigung und/oder einer E-Mail mit Empfangsbestätigung an den Kunden zu beenden, falls Regierungsmaßnahmen zur Schließung oder Einschränkung von Aktivitäten oder aus gesundheitlichen Gründen vorliegen. Jede Kündigung durch den Kunden eines Auftrags oder Vertrags außerhalb der dafür vorgesehenen Klauseln führt zu Schadensersatzforderungen.

ART. 17 – Schlichtung

Unter Vorbehalt der Unzulässigkeit und ohne Beeinträchtigung etwa strengerer Bestimmungen in den Allgemeinen Geschäftsbedingungen muss jeder Anspruch eines Kunden gegenüber dem Unternehmen unter Strafe der Nichtigkeit spätestens zwei Tage nach Feststellung des Sachverhalts, der Anlass zu diesem Anspruch gibt, und in jedem Fall spätestens zwei Wochen nach dem Abschluss der Ausfertigung dem Unternehmen per Einschreiben mit Rückschein mitgeteilt werden. Das Unternehmen und der Kunde verpflichten sich, ihre besten Anstrengungen zu unternehmen, um eine einvernehmliche Lösung für jeden Streitfall, jede Kontroverse oder jeden Anspruch im Zusammenhang mit der Gültigkeit, Auslegung, Durchführung oder

Beendigung des abgeschlossenen Vertrags, deren Folgen und deren Folgen zu finden.

Falls innerhalb eines Zeitraums von einem (1) Monat seit ihrem Auftreten keine Einigung erzielt wird, kann der Streitfall vor die zuständigen Gerichte gebracht werden.

ART. 18 – Strafklausel

Jede Verletzung einer Bestimmung der Allgemeinen Geschäftsbedingungen oder der in ihnen aufgeführten Regeln (Liste der Dokumente), unabhängig von ihrer Natur oder den Umständen, berechtigt den Kunden automatisch und ohne vorherige Ankündigung zur Zahlung einer pauschalen Entschädigung in Höhe von 6.000,00 € (sechstausend Euro) pro Verstoß, unbeschadet des Rechts des Unternehmens, zusätzliche Entschädigungen für erlittenen Schaden geltend zu machen.

ART. 19 – Urheberrechte

Die Informationen und Daten, die in einem von dem Unternehmen erstellten Dokument oder Informationsmedium enthalten sind, bleiben das ausschließliche Eigentum des Unternehmens sowie aller damit verbundenen geistigen Eigentumsrechte. Keine Bestimmung dieser Allgemeinen Geschäftsbedingungen oder anderer vertraglicher Dokumente, die mit dem Kunden abgeschlossen wurden, soll einen Transfer oder eine Abtretung eines geistigen Eigentumsrechts des Unternehmens an den Kunden implizieren. Durch diese Allgemeinen Geschäftsbedingungen

EUROPAX S.A.

1 rue Louvigny TVA : LU35357264
L-1946 RCS : B280118
Luxembourg Capital : 50.000€

werden dem Kunden keine Rechte, Titel oder Interessen an oder an Fotos, Illustrationen, Texte, Namen, Marken oder anderen geistigen Eigentumsrechten im Zusammenhang mit den Produkten übertragen. Der Kunde verpflichtet sich, Fotos, Illustrationen, Texte, Marken, Designs oder jedes andere geistige Eigentumsrecht, das dem Unternehmen gehört, ganz oder teilweise nicht zu reproduzieren oder reproduzieren zu lassen, unter Strafe der Verfolgung. Das Unternehmen behält sich das Recht vor, sich gegen jede Verwendung seiner geistigen Eigentumsrechte zu widersetzen, sie zu beenden oder Schadensersatz für jede Verwendung seiner geistigen Eigentumsrechte zu verlangen, die es für verletzend, seinem Image widersprechend oder allgemein betrügerisch hält.

ART. 20 - Schutz personenbezogener Daten

Das Unternehmen kann personenbezogene Daten (im Folgenden "Daten") im Rahmen der Bestellung erheben. Diese Daten werden gemäß den zum Zeitpunkt der Erhebung festgelegten Zwecken und in voller Übereinstimmung mit der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 sowie dem Gesetz vom 1. August 2018 über die Organisation der nationalen Kommission für den Datenschutz und die Umsetzung der Verordnung (EU) 2016/679 verarbeitet. Durch die Annahme dieser Allgemeinen Geschäftsbedingungen erklärt sich der Kunde damit einverstanden,

dass das Unternehmen die Daten zum Zweck des Kaufvertrags speichert und verarbeitet. Sie werden für die gesamte Dauer aufbewahrt, die für die ordnungsgemäße Durchführung der Bestellung erforderlich ist.

In diesem Zusammenhang hat das Unternehmen eine Datenschutzrichtlinie verabschiedet. Das Unternehmen verpflichtet sich, die von ihm möglicherweise zu verarbeitenden personenbezogenen Daten gemäß den in seiner Datenschutzrichtlinie festgelegten Grundsätzen zu respektieren und sicherzustellen, dass auch seine Mitarbeiter und Beauftragten dies tun. Alle Fragen zu Registrierung und Daten des Kunden können per E-Mail an die Adresse (contact@europax.lu) gerichtet werden. Das Unternehmen behält alle elektronischen Informationsaustausche über Verkaufstransaktionen mit dem Kunden für die gesetzlich vorgesehene Dauer. Die Daten stellen einen Beweis zwischen dem Kunden und dem Unternehmen dar und gelten als Nachweis für die Kommunikation zwischen dem Kunden und dem Unternehmen. Die Daten stellen einen wörtlichen Beweis im Sinne des Artikels 1341 des Zivilgesetzbuches dar und haben denselben Beweiswert wie ein schriftlich auf Papier festgelegtes, empfangenes oder aufbewahrtes Dokument. Daher können die Daten als Beweismittel gültig vorgelegt werden und dem Kunden im Rahmen einer Klage oder rechtlichen Maßnahme mit derselben

Beweiskraft wie jedes Dokument entgegengesetzt werden, das schriftlich auf Papier festgelegt, empfangen oder aufbewahrt wird, was der Kunde ausdrücklich anerkennt.

Der Kunde verpflichtet sich, die Zulässigkeit, Einwendbarkeit oder den Beweiswert der Daten aufgrund ihrer elektronischen Natur nicht anzufechten.

ART. 21 - Integrität des Vertrags

Die Nichtigkeit einer Klausel wahrt die Integrität des restlichen Vertrags sowie dieser Allgemeinen Geschäftsbedingungen.

ART. 22 – Rechtsmittel

Das Unterlassen oder Verzögern des Unternehmens bei der Durchsetzung eines Rechts und/oder Rechtsmittels gemäß den Allgemeinen Geschäftsbedingungen ist nicht als Verzicht auf ein solches Recht oder Rechtsmittel oder auf ein anderes Recht oder Rechtsmittel aus den Allgemeinen Geschäftsbedingungen auszulegen, das es haben könnte.

ART. 23 - Anwendbares Recht und Gerichtsstand

Durch ausdrückliche Vereinbarung zwischen den Parteien unterliegt der abgeschlossene Vertrag dem luxemburgischen Recht und der luxemburgischen Gerichtsbarkeit. Er ist in französischer Sprache abgefasst. Im Falle einer Übersetzung in eine oder mehrere Sprachen hat der französische Text im Streitfall Vorrang. Alle aus diesem Vertrag und den daraus resultierenden Vereinbarungen entstehenden Streitigkeiten, betreffend deren

Gültigkeit, Auslegung, Durchführung, Auflösung, Folgen und Auswirkungen, unterliegen der Zuständigkeit der luxemburgischen Gerichte.

ART. 24 - Kontaktieren Sie uns

Per Post:
EUROPAX S.A.
1, rue Louvigny
L-1946 Luxembourg

Per Telefon:
(+352) 20 60 49 01

Per E-Mail:
contact@europax.lu

Oder über das Kontaktformular auf unserer Website unter folgender Adresse:
<https://eurocityexpo.eu>

EUROPAX S.A.

1 rue Louvigny TVA : LU35357264
L-1946 RCS : B280118
Luxembourg Capital : 50.000€